

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

[C – 2011/02016]

Avis relatif à l'agrégation d'organisations syndicales. — Exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités

Publication visée à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974.

Dans l'avis du 11 février 2008 relatif à l'agrégation d'organisations syndicales (*Moniteur belge* du 7 mars 2008) modifié par les avis des 12 mars 2008, 5 juin 2008, 23 juillet 2008, 5 mars 2009, 22 juin 2009 et 18 septembre 2009 (*Moniteur belge* des 25 mars 2008, 14 juillet 2008, 5 août 2008, 17 mars 2009, 16 juillet 2009 et 1^{er} octobre 2009), le point 19 est remplacé le texte suivant :

19. A. Syndicat de la Police belge, ASBL – SYPOL.BE, dont siège rue des Parfums 23, 1070 Bruxelles, tél. 02-520 34 76;

B. les services publics relevant du ressort du comité de secteur III - Justice;

C. les membres du personnel des services publics visés sous B. Bruxelles, le 16 février 2011.

Le président du comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux,

La Ministre de la Fonction publique,
Mme I. VERVOTTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

[C – 2011/02016]

Bericht over de erkenning van vakorganisaties. — Uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel

Bekendmaking bedoeld in artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974.

In het bericht van 11 februari 2008 over de erkenning van vakorganisaties (*Belgisch Staatsblad* van 7 maart 2008), gewijzigd bij de berichten van 12 maart 2008, 5 juni 2008, 23 juli 2008, 5 maart 2009, 22 juni 2009 en 18 september 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 25 maart 2008, 14 juli 2008, 5 augustus 2008, 17 maart 2009, 16 juli 2009 en 1 oktober 2009), wordt het punt 19 vervangen door de volgende tekst :

19. A. Syndicaat van de Belgische Politie, VZW – SYPOL.BE, met zetel Geurstraat 23, 1070 Brussel, tel. 02-520 34 76;

B. de overheidsdiensten die onder het gebied van het sectorcomité III- Justitie ressorteren;

C. de personeelsleden van de overheidsdiensten bedoeld onder B. Brussel, 16 februari 2011.

De voorzitter van het comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten,

De Minister van Ambtenarenzaken,
Mevr. I. VERVOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2011/00111]

Direction générale Sécurité et Prévention. — Direction Sécurité privée. — Objet : circulaire SPV05 relative au gardiennage dans le milieu des sorties

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

Aux Chefs de corps de la Police locale,

Au Commissaire général de la Police fédérale,

Aux membres de Polnet SPV,

Aux entreprises de gardiennage, services internes de gardiennage et organismes de formation.

Introduction

Depuis 1999, le gardiennage dans le milieu des sorties est régi par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière. (1) Les pouvoirs publics ont donc pris, depuis lors, sur ceux et celles qui proposent des services de sécurité dans les cafés et lieux où l'on danse. Leurs compétences et obligations ont été clairement délimitées et tant les pouvoirs publics que les exploitants ont obtenu plus de possibilités de contrôle. Cette mesure a permis d'assainir considérablement ce sous-secteur du gardiennage. Depuis lors, les pratiques telles que les guerres de portiers, les fusillades, les liens avec le milieu de la drogue et les actes de violence graves, ont connu une nette diminution.

La situation actuelle n'est cependant pas encore optimale. Il existe encore des formes de gardiennage illégal. L'absence de documents écrits et le travail au noir entraînent souvent un manque de clarté par rapport à la situation juridique du personnel de sécurité. En cas d'incident, les services de police ont des difficultés à savoir qui a exercé des activités de gardiennage à quel endroit et à quel moment. Les victimes d'actes posés par des agents de gardiennage ignorent trop souvent qu'elles peuvent être indemnisées par l'assurance de l'entreprise de gardiennage ou du service de gardiennage.

J'accorde moi-même, ainsi que de nombreuses autorités administratives et judiciaires locales, beaucoup d'importance à l'exercice correct des fonctions de gardiennage dans ce sous-secteur. Pour ces différentes raisons, de nouvelles mesures ont été prévues en la matière. (2) Ces mesures ont été élaborées par des collaborateurs des services de police locale, membres du réseau PolNet. Elles sont commentées ci-après.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2011/00111]

Algemene Directie Veiligheid en Preventie. — Directie Private Veiligheid. — Betreft : Rondzendbrief SPV05 betreffende bewaking in het uitgaansleven

Aan de dames en heren provinciegouverneurs

De korpschefs van de lokale politie

De commissaris-generaal van de federale politie

De leden van Polnet SPV

De bewakingsondernemingen, interne bewakingsdiensten en de opleidingsinstellingen

Inleiding

Sinds 1999 is bewaking in het uitgaansleven geregeld door de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid. (1) Hierdoor kreeg de overheid grip op zij die securitydiensten aanbieden in cafés en dansgelegenheden. Hun bevoegdheden en verplichtingen werden duidelijk afgelijnd en zowel de overheid als de uitbaters verkregen een grotere controle. Deze maatregel heeft deze deelsector van de bewaking in belangrijke mate gesaneerd. Sindsdien zijn praktijken, zoals portiersoorlogen, schietpartijen, banden met het drugsmilieu en zware geweldsuitoefening, aanzienlijk verminderd.

De situatie is echter nog niet optimaal. Er zijn nog vormen van illegale bewaking. Door afwezigheid van schriftelijke documenten en zwartwerk is de juridische situatie van het veiligheidspersoneel dikwijls onduidelijk. Bij incidenten hebben politiediensten het moeilijk om te weten wie op welke plaats en op welk moment bewakingstaken uitvoerde. Slachtoffers van tussenkomsten van bewakingspersoneel weten onvoldoende dat de verzekering van de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst de door hen opgelopen schade kan vergoeden.

Ikzelf, maar ook tal van lokale bestuurlijke en gerechtelijke overheden hechten veel belang aan de correcte uitvoering van bewakingsfuncties in deze deelsector. Om al deze redenen is voorzien in een aantal nieuwe maatregelen. (2) Ze zijn voorbereid door medewerkers van de lokale politiediensten, aangesloten bij het netwerk Polnet SPV. Ze worden hieronder toegelicht.

Champ d'application

Quels lieux sont concernés ?

A l'exception des règles en matière d'armes, la nouvelle réglementation vise spécifiquement le gardiennage exercé dans le milieu des sorties. Il s'agit plus particulièrement des lieux où l'on danse, des cafés, bars et établissements de jeux de hasard.

Un lieu où l'on danse peut être 'habituel' ou 'occasionnel'. La distinction ne porte en rien sur la fréquence, mais bien sur la destination du lieu. S'il s'agit d'un lieu qui est habituellement destiné comme lieu de danse, comme un dancing, un café où l'on danse ou une discothèque, il sera question d'un lieu de danse 'habituel'. S'il s'agit par contre d'une salle polyvalente, comme une salle communale, où sont organisées des activités parfois très divergentes, il sera question d'un lieu de danse 'occasionnel' lorsqu'un événement y est organisé et que le but est qu'il y soit dansé. Prenons comme exemple un bal ou une soirée. (3) La réglementation utilise le terme 'gérant' pour désigner l'exploitant d'un lieu de danse 'habituel', bar, café ou établissement de jeux de hasard (4) et elle utilise le terme 'organisateur' lorsqu'il s'agit de l'organisateur d'un événement dans un lieu de danse 'occasionnel'. (5)

Un ou plusieurs des éléments peuvent indiquer clairement que le gérant ou l'organisateur a l'intention qu'on danse (6)

- l'organisation matérielle du lieu : une piste de danse est par exemple prévue;

- les autorisations ou permissions obtenues : par le passé, les autorités ont déjà délivré au gérant les autorisations ou permissions nécessaires pour, par exemple, exploiter un dancing;

- l'objet social ou l'activité commerciale de la personne physique ou morale qui l'exploite : il ressort de l'objet, de la dénomination commerciale ou de l'activité commerciale qu'il s'agit d'un lieu de danse;

- l'organisation d'un événement : un événement unique est organisé de telle façon qu'il est clair que l'intention de l'organisateur est de faire danser le public, un DJ est par exemple prévu;

- la publicité ou les annonces : le site Internet, des affiches ou des prospectus annoncent les possibilités de danser parce qu'il est par exemple question d'une soirée.

En règle générale, les concerts et festivals ne sont pas considérés comme des lieux de danse, sauf si les organisateurs ont explicitement prévu un lieu de danse, soit à un endroit spécifique (p.ex. un chapiteau distinct), soit à un moment spécifique (p.ex. une soirée qui clôture un festival). Le cas échéant, les mesures abordées dans la présente circulaire s'appliquent uniquement au lieu spécifique ou au moment spécifique.

L'ensemble du groupe cible est désigné ci-après dans le texte comme milieu des sorties.

Quelles activités sont concernées ?

Les nouvelles mesures prévues dans l'AR méthodes s'appliquent à toutes les activités de gardiennage organisées dans les lieux qui relèvent du milieu des sorties : surveillance de biens (surveillance de parkings, caisses ou installations), protection de personnes (ex. accompagnement d'artistes) et contrôle de personnes (contrôle d'accès, activités visant à garder les sorties de secours libres, protection du public devant les podiums, gardiennage des zones réservées exclusivement aux VIP et surveillance des clôtures pour éviter toute escalade par le public).

Evènements - Régime des bénévoles

Lors d'événements dans un lieu de danse occasionnel, il est possible d'engager des bénévoles au lieu ou en plus des agents de gardiennage professionnels. En prévoyant cette possibilité, le législateur a explicitement voulu permettre une organisation plus souple du gardiennage lors d'événements souvent non commerciaux organisés par des associations. (7) C'est pourquoi la loi prévoit la possibilité, pour une association, d'organiser, de manière sporadique uniquement, un service de sécurité temporaire avec ses propres membres. Par ailleurs, il y a lieu d'éviter les pratiques par lesquelles des clubs canins, des clubs de sports de combat, des centres de bodybuilding, etc. organisent des services de gardiennage pour des tiers.

Toepassingsgebied

Welke plaatsen ?

Met uitzondering van de regels inzake wapens, is de nieuwe regelgeving specifiek gericht op de bewakingssector in het uitgaansleven. Meer bepaald gaat het om dansgelegenheden, cafés, bars en kansspelinrichtingen.

Een dansgelegenheid kan gewoonlijk' of occasioneel' zijn. Het onderscheid heeft niets te zien met de frequentie, maar wel met de bestemming van de plaats. Gaat het om een plaats die gewoonlijk bestemd is als dansgelegenheid, zoals een dancing, een danscafé of een discotheek, dan is er sprake van een 'gewoonlijke' dansgelegenheid. Als het daarentegen om een polyvalente zaal gaat, zoals een gemeentenzaal, waar soms zeer uiteenlopende activiteiten plaatsvinden, is er sprake van een 'occasionele' dansgelegenheid, wanneer er een evenement georganiseerd wordt waarbij het de bedoeling is dat er gedanst wordt. (3) Voorbeelden hiervan zijn een fuif of een bal. De regelgeving duidt de uitbater van een 'gewoonlijke' dansgelegenheid, café, bar of kansspel-inrichting aan als de beheerder' (4) en heeft het over de organisator wanneer het gaat over een inrichter van een evenement in een 'occasionele' dansgelegenheid. (5)

De bedoeling van de beheerder of de organisator dat er gedanst wordt, kan blijken uit één of meerdere elementen : (6)

- de materiële organisatie van de plaats : er is bijvoorbeeld voorzien in een dansvloer;

- de bekomen toestemmingen of vergunningen : de beheerder heeft vanwege de overheid eerder toestemmingen of vergunningen bekomen om bijvoorbeeld een dancing uit te baten;

- het maatschappelijk doel of de handelsactiviteit van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die ze uitbaat : uit het doel, de handelsbenaming of de handelsactiviteit volgt dat het gaat om een dansgelegenheid;

- de organisatie van een evenement : een eenmalig evenement is dusdanig georganiseerd dat eruit blijkt dat de organisator de bedoeling heeft dat het publiek er danst; er is bijvoorbeeld voorzien in een dj;

- publiciteit of aankondigingen : op website, affiches, flyers worden dansmogelijkheden aangekondigd doordat er bijvoorbeeld sprake is van een fuif.

Concerten en festivals worden in de regel niet aanzien als een dansgelegenheid, tenzij de organisatoren er expliciet hebben voorzien in een dansgelegenheid, hetzij op een specifieke plaats (b.v. een aparte danstent), hetzij op een specifiek moment (b.v. een fuif die een festival afsluit). In dit geval zijn de maatregelen, besproken in deze rondzend-brief enkel van toepassing op deze specifieke plaats of op dat specifiek moment.

Het geheel van de doelgroep wordt verder in de tekst aangeduid als 'uitgaansleven'.

Welke activiteiten ?

De nieuwe maatregelen, voorzien in het KB methodes, gelden voor alle bewakingsactiviteiten die op de plaatsen, behorend tot het uitgaansleven worden georganiseerd : goederenbewaking (zoals bewaking van parkings, kassa's of installaties), bescherming van personen (b.v. begeleiding van artiesten) en persoonscontrole (zoals toegangscontrole, vrijhouden nooduitgangen, bescherming van publiek voor podia, bewaking van zones, exclusief voor VIP's en het bewaken van omheiningen teneinde te voorkomen dat het publiek ze beklimt).

Evenementen met vrijwilligersregime

Bij evenementen in een 'occasionele' dansgelegenheid kunnen, in plaats van of naast professionele bewakingsagenten, ook vrijwilligers worden ingezet. Daarmee heeft de wetgever uitdrukkelijk de nodige ruimte willen laten voor een soepele organisatie van toezicht bij de vaak niet commerciële evenementen die door verenigingen georganiseerd worden. (7) Daarom voorziet de wet in de mogelijkheid om, zo dit slechts sporadisch gebeurt, met de eigen leden van de organiserende vereniging een tijdelijke security-dienst in te richten. Anderzijds moeten praktijken voorkomen worden waarbij hondenclubs, gevechtssportclubs, bodybuildingcentra, e.d. voor derden bewakingsdiensten zouden uitvoeren.

Le phénomène des faux bénévoles' doit également être empêché : il s'agit de personnes qui se présentent comme bénévoles de manière répétée, quel que soit l'organisateur de l'événement. Ces faux bénévoles sont généralement payés de manière non-officielle et sont souvent recrutés par des associations ou entreprises spécialisées. Il s'agit en fait d'entreprises de gardiennage illégales.

C'est précisément la raison pour laquelle le régime des bénévoles peut uniquement être organisé sous la forme d'un service interne de gardiennage et que l'organisation de la sécurité n'est possible qu'avec des membres propres ou, du moins, des personnes qui ont un lien manifeste avec les organisateurs. Ce lien est évident pour les membres effectifs d'une association, mais il est également présent, par exemple, pour les membres d'une association de parents dans une école, un club de supporters d'une équipe de sport ou une association d'anciens dirigeants d'un mouvement de jeunesse.

Il appartient au bourgmestre, avant de délivrer l'autorisation d'engagement de bénévoles, d'évaluer cet aspect, après avis du chef de corps de la police locale.

Cette forme d'organisation est toutefois soumise à des conditions strictes. Elle s'applique uniquement :

- à l'organisation sporadique d'activités de gardiennage lors d'événements;
- à l'exercice de l'activité de gardiennage contrôle de personnes';
- si l'engagement de bénévoles n'est pas rémunéré;
- si l'équipe de bénévoles est exclusivement composée de membres de l'association organisatrice et non de tiers.

Par l'organisation sporadique d'activités de gardiennage lors d'événements, on vise une fréquence qui ne dépasse pas la norme de trois à quatre fois par an. En outre, le législateur a explicitement voulu que cette activité ne soit pas rémunérée. L'interdiction de paiement doit être interprétée strictement au sens de cette législation. Aucune forme de paiement n'est autorisée (pas non plus en nature); les pourboires sont également interdits. (8)

A l'annexe 1^{re} est joint un modèle de demande et, à l'annexe 2, un modèle d'autorisation écrite pour l'engagement de bénévoles, délivrée par le bourgmestre. Les deux modèles peuvent être utilisés par les autorités locales.

L'organisateur d'un événement est responsable de la présence de l'original et d'une copie de l'autorisation du bourgmestre, à l'endroit où les bénévoles effectuent leurs activités. (9) Si les coordonnées des bénévoles ne sont pas mentionnées dans l'autorisation écrite, il faut en tout cas avoir à disposition, en double exemplaire, une liste mentionnant les noms, prénoms, le numéro de registre national et l'adresse des bénévoles engagés. (10) En cas de contrôle sur place, les verbalisants peuvent emporter une copie de ces documents et, le cas échéant, les joindre à un procès-verbal. (11)

Convention de gardiennage

Lors de contrôles dans le milieu des sorties, il n'est parfois pas possible de savoir précisément pour le compte de qui travaillent les agents de gardiennage présents sur place. En outre, dans ce secteur, il arrive souvent que le personnel soit payé de la main à la main et qu'il n'y ait aucune convention écrite. En cas de contrôle ou à la suite d'incidents, les exploitants, organisateurs, agents et dirigeants d'entreprises de gardiennage concernés font parfois des déclarations contradictoires sur la question. Afin de remédier à ce problème, une convention de gardiennage écrite doit être conclue pour tout engagement d'agents d'entreprises de gardiennage. (12) A la fois l'entreprise concernée et soit l'organisateur de l'événement, soit le gérant en sont responsables.

Dans le cas d'une convention de gardiennage écrite, les agents de gardiennage présents sur place sont présumés, jusqu'à preuve du contraire, appartenir à l'entreprise de gardiennage qui a conclu la convention. En l'absence de convention écrite, ils sont censés, également jusqu'à preuve du contraire, faire partie du service interne de gardiennage, autorisé ou non, de l'organisateur ou du gérant de l'établissement.

Ook het fenomeen van 'schijnvrijwilligers' moet voorkomen worden : personen die zich veelvuldig aandienen als vrijwilliger, ongeacht de organisator van het evenement. Ze worden dikwijls ook verdoken betaald. Schijnvrijwilligers worden vaak gerekruteerd door gespecialiseerde verenigingen of ondernemingen. In feite gaat het om illegale bewakingsondernemingen.

Precies daarom geldt de figuur van het vrijwilligersregime slechts in de vorm van een interne bewakingsdienst en is de organisatie van deze security slechts mogelijk met eigen leden of althans met personen die een aanwijsbare band hebben met de organisatoren. Deze band is evident voor de werkelijke leden van een vereniging, maar is ook aanwezig, bijvoorbeeld voor de leden van een oudervereniging van een school, voor een supportersclub van een sportploeg of een vereniging van gewezen leiders van een jeugdbeweging.

Het is de burgemeester, die, vooraleer hij de toestemming verleent tot het inzetten van vrijwilligers, dit aspect beoordeelt, na advies van de korpschef van de lokale politie.

Deze organisatievorm is echter aan strikte voorwaarden onderworpen. Ze geldt slechts :

- voor de sporadische organisatie van bewakingsactiviteiten bij evenementen;
- voor de uitvoering van de bewakingsactiviteit 'persoonscontrole';
- zo de inzet van de vrijwilligers onbezoldigd geschiedt;
- zo het vrijwilligersteam uitsluitend is samengesteld uit eigen leden van de organiserende vereniging en niet uit derden.

Met de sporadische organisatie van bewakingsactiviteiten bij evenementen, wordt een frequentie geveiseerd die de norm van drie tot viermaal per jaar niet overschrijdt. Verder was het de uitdrukkelijke wil van de wetgever dat deze activiteit niet betaald wordt. Het betalingsverbod dient in de zin van deze wetgeving streng te worden geïnterpreteerd. Er wordt geen enkele vorm van betaling geduld (ook niet in natura); betaling kan evenmin geschieden in de vorm van fooien. (8)

In bijlage 1 is een model gevoegd van aanvraag en in bijlage 2 van schriftelijke toestemming voor de inzet van vrijwilligers, verleend door de burgemeester. Beide modellen kunnen door de lokale overheid wordt gehanteerd.

De organisator van een evenement is verantwoordelijk voor de aanwezigheid van het origineel en een kopie van de toestemming van de burgemeester op de plaats waar vrijwilligers hun activiteiten uitoefenen. (9) Indien de persoonsgegevens van de vrijwilligers niet zouden opgenomen zijn in de schriftelijke toestemming, moet in ieder geval er ook in tweevoud een lijst zijn met de vermelding van de namen, voornamen, het rijksregisternummer en het adres van de ingezette vrijwilligers. (10) Bij controle ter plaatse kunnen verbalisanten de kopie van deze documenten meenemen en, in voorkomend geval, bij een proces-verbaal voegen. (11)

Bewakingsovereenkomst

Bij controles in het uitgaansleven kan er soms niet met zekerheid worden vastgesteld voor wiens rekening de aangetroffen bewakingsagenten werkzaam zijn. Bovendien bestaat er in deze sector een praktijk waarbij dikwijls betaald wordt door handgift en er geen geschreven overeenkomsten bestaan. Bij controles of naar aanleiding van incidenten leggen de betrokken uitbaters, organisatoren, agenten en leidinggevenden van bewakingsondernemingen over deze kwestie soms tegenstrijdige verklaringen af. Om dit te vermijden moet er een schriftelijke bewakingsovereenkomst zijn indien agenten van bewakingsondernemingen worden ingezet. (12) Zowel de betrokken bewakingsonderneming als, hetzij de organisator van het evenement, hetzij de beheerder van de zaak zijn hiervoor verantwoordelijk.

In geval van een schriftelijke bewakingsovereenkomst worden de ter plaatse aangetroffen bewakingsagenten, behoudens tegenbewijs, geacht te behoren tot de bewakingsonderneming die de overeenkomst heeft afgesloten. In het andere geval worden ze, eveneens behoudens tegenbewijs, geacht te behoren tot de, al dan niet vergunde interne bewakingsdienst van de organisator of de beheerder van de zaak.

La convention écrite, qui doit au moins comprendre les dispositions telles que mentionnées dans le modèle imposé, contient tous les éléments nécessaires pour offrir une sécurité juridique à toutes les parties et permettre un contrôle effectif. Celle-ci mentionne notamment le nom des parties, les activités de gardiennage à exercer, le lieu où elles seront exercées, la durée, l'assurance et le nombre d'agents de gardiennage à mobiliser. (13) La convention écrite peut en outre comporter d'autres dispositions comme, bien évidemment, le prix, la date de facturation et bien d'autres encore.

Un exemplaire signé et une copie de la convention écrite doivent être conservés à tout moment à l'endroit où les activités de gardiennage sont exercées :

- dans le cas d'un événement, pendant la durée de l'événement; (14)

- dans tous les autres cas, pendant les heures d'ouverture du lieu et ce, jusqu'à deux mois après la date de fin prévue dans la convention. (15)

En cas de contrôle sur place, les verbalisants peuvent emporter la copie de la convention de gardiennage et, le cas échéant, la joindre à un procès-verbal. (16)

L'entreprise de gardiennage conserve un exemplaire de la convention de gardiennage à l'adresse mentionnée dans l'arrêté d'autorisation de l'entreprise :

- au moins pendant trois ans si la durée de la convention est de moins de trois ans;

- pendant la durée de la convention si elle s'élève à plus de trois ans. (17)

Chef poste

L'entreprise de gardiennage et le service interne de gardiennage doivent désigner un chef poste aux endroits où deux agents de gardiennage ou plus exercent des activités. Le chef poste dirige l'équipe de gardiennage présente et est muni d'un téléphone mobile. (18) Cette obligation figure dans la convention de gardiennage. (19)

Formation et carte d'identification des agents de gardiennage

La formation est seulement obligatoire pour les agents de gardiennage faisant partie d'une entreprise de gardiennage ou appartenant à un service interne de gardiennage; les bénévoles ne sont pas concernés.

Les agents de gardiennage - personnel d'exécution

En raison du caractère très spécifique du milieu des sorties, des méthodes et des procédés particuliers qui y sont utilisés, les agents de gardiennage qui exercent des activités de contrôle de personnes dans des cafés, bars, établissements de jeux de hasard et lieux de danse habituels doivent avoir suivi, outre la formation de base, une formation en vue de l'obtention de l'« attestation de compétence agent de gardiennage - cafés et lieux où l'on danse ». (20) La carte d'identification de l'agent de gardiennage qui a suivi cette formation avec fruit mentionne le code de fonction 'EXE 07'. Les autres agents, qui assurent uniquement le gardiennage de biens comme par exemple la surveillance de véhicules sur des parkings, doivent seulement avoir suivi la formation de base; leur carte d'identification mentionne le code de fonction 'EXE 10'. (21)

Le chef poste

Si l'équipe qu'il dirige se compose de maximum 15 agents, le chef poste doit disposer de l'attestation de compétence requise pour les agents de gardiennage qu'il dirige. Il doit être détenteur depuis au moins six mois d'une carte d'identification pour cette activité de gardiennage.

Si l'équipe qu'il dirige se compose de plus de 15 agents de gardiennage, le chef poste doit être détenteur de l'attestation de compétence personnel dirigeant type A ou, au moins, type B. (22) Le cas échéant, sa carte d'identification mentionne le code de fonction 'Dir 01' (type A) ou 'Dir 02' (type B). (23)

Enregistrement des agents de gardiennage

Dans le milieu des sorties, les agents de gardiennage doivent s'enregistrer par écrit à leur poste de travail, en indiquant le début et la fin de leur mission de gardiennage. Dans les cafés, bars, établissements de jeux de hasard et lieux de danse habituels, cet enregistrement est effectué dans un registre numéroté et à pages fixes. Dans un lieu de danse occasionnel, il y a lieu de compléter des listes de gardiennage. (24) A la fois le gérant et soit l'entreprise de gardiennage, soit le service interne de gardiennage veillent à la présence, dans un lieu de danse 'occasionnel', café, bar ou établissement de jeux de hasard, d'un registre de gardiennage qui soit correctement complété. (25) De même, l'organisateur et l'entreprise de gardiennage doivent veiller à la présence d'une liste de gardiennage correctement complétée dans les lieux de danse occasionnels. (26) Cette façon de procéder doit permettre aux services de contrôle et de police de savoir précisément quel agent exerce ou a exercé à tel moment et à tel endroit une fonction de gardiennage. Cette mesure entrera en vigueur le 1^{er} avril 2011.

De schriftelijke overeenkomst die minstens de bepalingen moet bevatten, zoals in het opgelegde model, bevat alle elementen die noodzakelijk zijn om rechtszekerheid te bieden aan alle partijen en een effectieve controle mogelijk maken. Ze bevat onder andere de namen van de partijen, de uit te voeren bewakingsactiviteiten, de uitvoeringsplaats, de tijdsduur, de verzekering en het aantal in te zetten bewakingsagenten. (13) Daarnaast mag de schriftelijke overeenkomst nog andere bepalingen bevatten, zoals uiteraard de prijs, de datum van facturatie en dergelijke meer.

Een ondertekend exemplaar van de schriftelijk overeenkomst en een kopie ervan wordt ten allen tijde bewaard op de plaats waar de bewakingsactiviteiten worden uitgeoefend :

- in geval van een evenement, gedurende de tijd waarop het evenement doorgang vindt; (14)

- in alle andere gevallen, tijdens de openingsuren van de zaak en dit tot twee maanden na de einddatum voorzien in de overeenkomst. (15)

Bij controle ter plaatse kunnen verbalisanten de kopie van de bewakingsovereenkomst meenemen en, in voorkomend geval, aan een proces-verbaal toevoegen. (16)

De bewakingsonderneming bewaart een exemplaar van de bewakingsovereenkomst op het adres, vermeld in het vergunningsbesluit van de onderneming :

- minstens gedurende drie jaar indien de duur van de overeenkomst minder dan drie jaar bedraagt;

- gedurende de duur van de overeenkomst indien deze meer dan drie jaar bedraagt. (17)

Postchef

De bewakingsonderneming en de interne bewakingsdienst dienen op plaatsen, waar er twee of meer bewakingsagenten werkzaam zijn, een postchef aan te stellen. Hij wordt geacht de leiding te hebben over de aanwezige bewakingsploeg en is uitgerust met een mobiele telefoon. (18) Deze verplichting is opgenomen in de bewakingsovereenkomst. (19)

Opleiding en identificatiekaart bewakingsagenten

Opleiding is enkel verplicht voor bewakingsagenten die tot een bewakingsonderneming of in een interne bewakingsdienst behoren; niet voor vrijwilligers.

De uitvoerende bewakingsagenten

Wegens het zeer specifieke karakter van het uitgangsleven en de er eigen toegepaste methodes en werkwijzen, moeten bewakingsagenten die activiteiten van persoonscontrole uitvoeren op werkposten die cafés, bars, kansspelinrichtingen en vaste dansgelegenheden, naast de basisopleiding, ook een opleiding gevolgd hebben voor het bekomen van het « bekwaamheidsattest bewakingsagent café en dansgelegenheden ». (20) De identificatiekaart van de bewakingsagent die met vrucht deze opleiding gevolgd heeft, vermeldt de functiecode 'EXE 07'. De andere agenten die enkel instaan voor goederenbewaking, zoals het bewaken van voertuigen op parkings, moeten enkel de basisopleiding gevolgd hebben; hun identificatiekaart vermeldt de functiecode « EXE 10 ». (21)

De postchef

Indien de ploeg die hij leidt bestaat uit 15 of minder agenten, moet de postchef beschikken over het bekwaamheidsattest, vereist voor de bewakingsagenten waarover hij de leiding heeft. Hij moet minstens zes maanden houder zijn van een identificatiekaart voor deze bewakingsactiviteit.

Indien de ploeg die hij leidt bestaat uit meer dan 15 bewakingsagenten, moet hij houder zijn van het bekwaamheidsattest leidinggevend type A of minstens type B. (22) In dit geval vermeldt zijn identificatiekaart de functiecode 'Dir 01' (type A) of 'Dir 02' (type B). (23)

Registratie van bewakingsagenten

In het uitgangsleven moeten bewakingsagenten zich op hun werkpost schriftelijk registreren door aanduiding van het begin en het einde van hun bewakingsopdracht. Deze verplichting geldt niet voor vrijwilligers. De registratie in cafés, bars, kansspelinrichtingen en 'gewoonlijke' dansgelegenheden gebeurt in een genummerd en vastbladig register. Bij occasionele dansgelegenheden gebeurt dit door het invullen van bewakingslijsten. (24) Zowel de beheerder als hetzij de bewakingsonderneming, hetzij de interne bewakingsdienst zijn er verantwoordelijk voor dat in een 'gewoonlijke' dansgelegenheid, café, bar of kansspelinrichting een correct ingevuld bewakingsregister aanwezig is. (25) Hetzelfde geldt voor de organisator en de bewakingsonderneming voor de aanwezigheid van een correct ingevulde bewakingslijst bij occasionele dansgelegenheden. (26) Op deze wijze moet het voor controle- en politiediensten duidelijk zijn welke agent op welk moment op welke plaats een bewakingsfunctie uitoefent of uitoefende. Deze maatregel gaat in op 1 april 2011.

Les enregistrements sont uniquement effectués dans les registres et les listes de gardiennage distribués par l'administration du SPF Intérieur. Ces registres et listes seront mis par l'administration à la disposition des services internes de gardiennage et des entreprises de gardiennage. Mon administration donnera des instructions à ce sujet aux services internes de gardiennage et aux entreprises de gardiennage.

La police locale doit appliquer un cachet sur les registres et listes de gardiennage avant leur première utilisation. Ainsi, la police locale peut savoir dans quels lieux de danse des agents de gardiennage sont actifs, leur nombre et l'entreprise de gardiennage ou le service interne de gardiennage pour lesquels ils travaillent.

Une fois complétées, les rubriques des listes et registres de gardiennage ne peuvent plus être supprimées ou modifiées. (27) Les registres et listes contiennent un original et une copie de tous les enregistrements. En cas de contrôle sur place, les verbalisants peuvent emporter la liste des agents de gardiennage enregistrés et, le cas échéant, la joindre à un procès-verbal. (28)

Gardiennage sous vidéosurveillance

Dans certains cas, une vidéosurveillance est obligatoire lorsque des missions de gardiennage sont exercées à l'entrée et à la sortie. Cette obligation s'applique au gardiennage dans des cafés, bars, établissements de jeux de hasard ou lieux de danse habituels qui répondent à une des caractéristiques suivantes :

1. un système de caméras est déjà installé dans ce lieu;
2. la superficie de la partie accessible au public est d'au moins 100 m²;
3. le bourgmestre de la commune où se trouve ce lieu a décidé qu'un système de caméras doit y être installé.

Dans ces trois cas, les agents de gardiennage peuvent uniquement exercer leur fonction à l'entrée ou à la sortie de ces lieux pour autant que les actes qu'ils posent soient accomplis dans le champ de vision d'une caméra de surveillance dont les images sont enregistrées et conservées. (29) En l'absence de caméras ou si les images ne sont pas enregistrées et conservées, il ne pourra pas y avoir d'activités de gardiennage.

Cette mesure doit offrir non seulement aux agents de gardiennage, mais aussi aux visiteurs, une plus grande sécurité juridique en cas de contestation au sujet d'incidents. A la suite d'incidents, les versions des visiteurs et celles des agents de gardiennage sur le déroulement précis des faits divergent souvent. A cet égard, les images enregistrées par les caméras de surveillance doivent contribuer à apporter une réponse définitive. Les images vidéo peuvent également s'avérer utiles dans le cadre du contrôle du respect de la loi en matière de sécurité privée.

Les systèmes de caméras sont aussi soumis à la loi caméras. (30)

Assurance

Les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage sont tenus de disposer d'une assurance spéciale en responsabilité civile. Il s'agit là d'une des conditions d'obtention ou de maintien de leur autorisation. (31) Cette assurance offre une couverture pour les dommages qu'une personne a subis à la suite d'un acte posé par un agent de gardiennage dans l'exercice de sa fonction. La couverture s'applique aux dommages résultant de lésions corporelles et aux dégâts matériels. (32) Pour pouvoir obtenir une indemnisation, les victimes peuvent s'adresser directement à la compagnie d'assurances. Cette assurance n'est pas nécessaire pour les organisateurs d'événements travaillant avec des bénévoles.

La pratique a toutefois démontré que les victimes ne sont généralement pas au courant de cette possibilité d'indemnisation ou ne savent en tout cas pas à quelle compagnie d'assurances elles peuvent s'adresser. Par conséquent, les compagnies d'assurance sont très rarement sollicitées pour des indemnisations.

Une transparence accrue s'impose donc. Pour ce faire, les assurances doivent être annoncées par le biais d'un message établi dans la réglementation. (33) Le texte de ce message est précis et ne peut être ni modifié ni complété. Dans le cas contraire, il ne s'agirait plus du même texte que celui imposé par la réglementation. Ce texte contient toutes les informations essentielles : le nom de l'entreprise de gardiennage ou du service interne de gardiennage, le nom de la compagnie d'assurances et le numéro de police de l'assurance.

Registraties gebeuren enkel en alleen in de bewakingsregisters en bewakingslijsten, verdeeld door de administratie van de FOD Binnenlandse Zaken. Deze registers en lijsten zullen door de administratie ter beschikking worden gesteld aan interne bewakingsdiensten en bewakingsondernemingen. Mijn administratie zal aan de interne bewakingsdiensten en bewakingsondernemingen wat dat betreft nog instructies verstrekken.

Bewakingsregisters en bewakingslijsten moeten vooraleer ze in gebruik worden genomen, afgestempeld worden door de lokale politie. Zo kan de lokale politie weten in welke dansgelegenheden bewakingsagenten worden ingezet, hoeveel het er zijn en voor welke bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst ze werkzaam zijn.

De rubrieken van de bewakingslijsten en van de bewakingsregisters mogen, eenmaal ze zijn ingevuld, niet meer worden gewist of gewijzigd. (27) De registers en de lijsten bevatten een origineel en een kopie van alle registraties. Bij controle ter plaatse kunnen verbalisanten de lijst van de geregistreerde bewakingsagenten meenemen en, in voorkomend geval, bij een proces-verbaal voegen. (28)

Bewaking onder cameratoezicht

In sommige gevallen moet er, waar er bewaking is bij de in- en uitgang, camerabewaking zijn. Deze verplichting geldt bij bewaking in cafés, bars, kansspelinrichtingen of 'gewoonlijke' dansgelegenheden die in één van de volgende gevallen verkeren.

1. ofwel is er op deze plaats reeds een camerasysteem geïnstalleerd;
2. ofwel bedraagt de oppervlakte van het publiek toegankelijk gedeelte van die plaats minstens 100 m²;
3. ofwel heeft de burgemeester van de gemeente waar deze plaats gelegen is, beslist dat er een camerasysteem moet worden geïnstalleerd.

In deze drie gevallen kunnen bewakingsagenten bij de toegang of bij de uitgang van de plaats hun functie slechts uitoefenen en bewakingshandelingen stellen, voor zover dit gebeurt binnen het gezichtsveld van een bewakingscamera, waarvan de beelden geregistreerd en bewaard worden. (29) Indien er geen camera's zijn of de beelden niet geregistreerd en bewaard worden, kunnen er geen bewakingsactiviteiten plaatsvinden.

Deze maatregel moet zowel voor de bewakingsagenten als voor de bezoekers een grotere rechtszekerheid bieden in geval van betwistingen over incidenten. Na incidenten, lopen de versies van bezoekers en bewakingsagenten over wat zich werkelijk heeft voorgedaan, vaak erg uiteen. De geregistreerde camerabeelden moeten hierbij helpen uitsluitend te bieden. Ook bij controle over de naleving van de wet private veiligheid, kunnen camerabeelden nuttig zijn.

Deze camerasystemen zijn tevens onderworpen aan de camerawet. (30)

Verzekering

Bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten hebben een speciale verzekering burgerlijke aansprakelijkheid. Dit is een van de vereisten voor het verkrijgen of behouden van hun vergunning. (31) Deze verzekering dekt de schade die iemand heeft opgelopen ten gevolge van een handeling gesteld door een bewakingsagent in de uitoefening van zijn functie. De dekking geldt voor de schade die voortvloeit uit zowel lichamelijke letsels als de schade aan goederen. (32) Om vergoed te worden kunnen slachtoffers zich rechtstreeks wenden tot de verzekeringsmaatschappij. Deze verzekering is niet noodzakelijk voor organisatoren van evenementen die werken met vrijwilligers.

De praktijk heeft echter uitgewezen dat slachtoffers meestal niet op de hoogte zijn van deze vergoedingsmogelijkheid of in ieder geval de weg niet vinden naar de betrokken verzekeringsmaatschappij. Verzekeringsmaatschappijen worden dan ook zeer zelden aangesproken om schadevergoedingen uit te keren.

Daarom is een grotere transparantie noodzakelijk. Om dit te verwezenlijken moet de verzekering worden aangekondigd door middel van een in de regelgeving vastgelegde boodschap. (33) De tekst van de boodschap is precies, ze mag niet gewijzigd of aangevuld worden. Anders gaat het niet meer om dezelfde tekst dan diegene die de regelgeving oplegt. De tekst bevat alle essentiële informatie : de naam van de bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst, de naam van de verzekeringsonderneming en het polisnummer van de verzekering.

Cette annonce s'effectue comme suit :

- à l'entrée du lieu : à l'entrée des lieux habituels' et occasionnels' de danse, des cafés, bars, établissements de jeux de hasard, l'assurance doit être annoncée de manière clairement visible et lisible pour le public, c'est-à-dire à hauteur des yeux; l'annonce relève de la responsabilité tant du gérant ou de l'organisateur que de l'entreprise de gardiennage ou du service interne de gardiennage; (34)

- sur le site Internet : si un café, bar, établissement de jeux de hasard ou un lieu 'habituel' de danse dispose d'un site Internet, il doit y insérer le texte de manière clairement visible et lisible; si l'annonce ne se trouve pas sur la page d'accueil du site Internet, il faut au moins que cette page y fasse référence; le gérant du lieu en est responsable. (35)

Afin de s'assurer que le gérant ou l'organisateur puisse avec certitude avoir connaissance du contenu de l'annonce, l'entreprise de gardiennage est tenue d'inclure les données nécessaires à ce sujet dans la convention de gardiennage. (36) Ces informations doivent aussi figurer dans les listes et registres de gardiennage. (37)

Communication d'incidents

Les responsables de la police locale estiment parfois nécessaire que les incidents qui se produisent dans le milieu des sorties leur soient communiqués, alors que d'autres trouvent que ce n'est pas indispensable. C'est la raison pour laquelle la réglementation prévoit que cette obligation est facultative. Elle ne s'appliquera donc que si le chef de corps de la police locale l'a décidé et si celui-ci a donné à cet effet des instructions écrites au gérant du lieu. Le chef de corps peut déterminer quels incidents doivent être signalés, de quelle manière (par téléphone, fax, e-mail, déclaration au poste de police) et à quel moment la communication doit être faite. Le gérant du lieu et le chef poste des agents de gardiennage veillent donc à ce que ces communications soient effectuées conformément aux instructions du chef de corps. L'annexe 3 comprend un modèle pouvant être utilisé à cet égard. Le cas échéant, cette obligation s'applique uniquement aux cafés, bars, établissements de jeux de hasard et lieux habituels' où l'on danse et explicitement pas aux lieux occasionnels' où l'on danse. (38)

Contrôle d'accès

En vue de la détection d'armes ou d'autres objets dangereux dont l'introduction dans un lieu est susceptible de perturber le bon déroulement de l'événement ou de mettre en péril la sécurité des personnes présentes, les agents de gardiennage peuvent soumettre les visiteurs à un contrôle de leurs vêtements et effets personnels. (39)

Pour rappel :

1° Le contrôle a un objectif spécifique : la sécurité dans un lieu surveillé. Les visiteurs peuvent uniquement être contrôlés à cette fin. Les contrôles effectués à d'autres fins sont interdits : p.ex. les contrôles visant à vérifier si une personne a sur elle de la drogue, un appareil photos ou de la nourriture.

2° Le contrôle est uniquement possible à l'entrée du lieu.

3° Le contrôle ne peut être systématique; il ne peut être effectué sur chaque personne, mais doit rester exceptionnel. Seules les personnes dont on suppose qu'elles portent une arme ou un objet dangereux peuvent être soumises à un contrôle. Cette supposition peut par exemple découler du fait qu'une personne voulant accéder au lieu a déjà été trouvée par le passé en possession d'un objet dangereux, ou qu'elle fait partie d'un groupe qui s'affiche comme violent ou qu'un détecteur de métaux émet un signal positif alors que l'intéressé prétend ne pas avoir d'objets métalliques sur lui.

4° Le contrôle en tant que tel peut exclusivement consister en une palpation superficielle des vêtements de la personne et en un contrôle des biens qu'elle porte sur elle-même ou dans ses bagages à mains. C'est à la personne contrôlée de sortir lui-même les biens de ses poches ou de ses bagages à mains et de les montrer à l'agent de gardiennage. L'agent de gardiennage ne peut donc pas examiner lui-même le contenu des bagages à main ou des poches de la personne contrôlée.

5° Seuls des agents de sexe masculin peuvent contrôler des hommes; seuls des agents de sexe féminin peuvent contrôler des femmes.

6° La personne contrôlée ne peut être forcée au contrôle; celui-ci se fait sur une base volontaire.

7° Les agents de gardiennage peuvent refuser l'accès à toute personne qui refuse de se soumettre au contrôle.

Deze bekendmaking gebeurt als volgt :

- aan de toegang van de zaak : bij de toegang van zowel 'gewoonlijke' als 'occasionele' dansgelegenheden, cafés, bars of kansspelinrichtingen moet de verzekering worden aangekondigd op een voor het publiek duidelijk zichtbare en leesbare wijze, dit wil zeggen op ooghoogte; voor deze aankondiging zijn zowel de beheerder, hetzij de organisator als hetzij de bewakingsonderneming of hetzij de interne bewakingsdienst verantwoordelijk; (34)

- op de website : indien een café, bar, kansspelinrichting of een 'gewoonlijke' dansgelegenheid over een website beschikt, moet deze tekst er op een duidelijk zichtbare en leesbare wijze zijn op aangebracht; indien de aankondiging niet gebeurt op de startpagina van de website, moet de startpagina er minstens naar verwijzen; de beheerder van de zaak is hiervoor verantwoordelijk. (35)

Om te waarborgen dat de beheerder of de organisator met zekerheid kunnen kennis hebben van de inhoud van de aankondiging, is de bewakingsonderneming verplicht de nodige gegevens hierover op te nemen in de bewakingsovereenkomst. (36) Ook op de bewakingslijsten en in de bewakingsregisters zal deze informatie vermeld zijn. (37)

Incidentmelding

Verantwoordelijken van de lokale politie achten het soms noodzakelijk dat de incidenten die zich voordoen in het uitgaansleven hen worden gemeld. Anderen vinden dit niet nodig. Daarom voorziet de regelgeving dat deze verplichting facultatief is. Ze geldt enkel en alleen indien de korpschef van de lokale politie dit heeft bepaald en indien hij de beheerder van de plaats hiertoe schriftelijk instructies heeft verstrekt. De korpschef kan vaststellen welke incidenten moeten gemeld worden, op welke wijze (telefonisch, fax, e-mail, aangifte in politiepост) en op welke tijdstippen dit moet gebeuren. De beheerder van de plaats en de postchef van de bewakingsagenten zijn er dan verantwoordelijk voor dat de incidentmeldingen volgens de instructies van de korpschef worden uitgevoerd. Bijlage 3 bevat een model dat hierbij kan gehanteerd worden. In voorkomend geval geldt deze verplichting enkel voor cafés, bars, kansspelinrichtingen en 'gewoonlijke' dansgelegenheden en uitdrukkelijk niet voor 'occasionele' dansgelegenheden en dus ook niet voor organisatoren die uitsluitend op vrijwilligers beroep doen. (38)

Toegangscontrole

Met het oog op het opsporen van wapens of andere gevaarlijke voorwerpen waarvan het binnenbrengen in een plaats het goed verloop van het evenement kan verstoren of de veiligheid van de aanwezigen in het gedrang kan brengen, kunnen bewakingsagenten de controle van de kledij en de persoonlijke goederen van bezoekers controleren. (39)

Ter herinnering :

1° De controle heeft een specifiek doel : de veiligheid in een bewaakte plaats. Bezoekers kunnen enkel gecontroleerd worden met het oog op dit doel. Controles voor andere doeleinden zijn verboden, bijvoorbeeld : controles om na te gaan of iemand drugs, een fototoestel of etenswaren bij zich draagt.

2° De controle is enkel mogelijk bij de toegang.

3° De controle mag niet systematisch geschieden; ze mag niet op iedereen worden toegepast, maar ze moet uitzonderlijk blijven. Enkel personen waarvan men vermoedt dat ze een wapen of een gevaarlijk voorwerp dragen mogen aan een controle onderworpen worden. Dit vermoeden kan bijvoorbeeld blijken omdat een persoon zich toegang te wenst verschaffen, en eerder werd aangetroffen in het bezit van een gevaarlijk voorwerp, of behoort tot een groep die zich gewelddadig gedraagt of een metaaldetector een positief signaal aangeeft, terwijl de betrokkene beweert geen metalen voorwerpen op zich te dragen.

4° De controle zelf kan uitsluitend bestaan uit een oppervlakkige betasting van de kledij en de controle van de handbagage. De gecontroleerde persoon haalt zelf de goederen uit zijn zakken of uit zijn handbagage en toont ze aan de bewakingsagent. De bewakingsagent kan dus zelf niet de handtas of de zakken van de kledij van de gecontroleerde persoon onderzoeken.

5° Enkel mannelijke bewakers mogen mannen controleren; enkel vrouwelijke bewakers kunnen vrouwen controleren.

6° De gecontroleerde mag niet gedwongen worden tot de controle; ze geschiedt op basis van vrijwilligheid.

7° Wie zich niet wenst te laten controleren kan de toegang ontzegd worden.

Le fait que la personne contrôlée ait donné son consentement à des contrôles non prévus par la loi n'enlève rien à leur caractère illégal. Il en va de même lorsque les contrôles sont annoncés sur des tickets d'entrée ou des affiches.

Si les activités sont exercées dans un lieu accessible au public, ce qui sera pratiquement toujours le cas dans le milieu des sorties, il faut que le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle ces contrôles sont prévus, ait donné son autorisation préalable. Cette autorisation, qui est demandée par l'entreprise de gardiennage ou le service interne de gardiennage ou, si les personnes en charge du contrôle sont des bénévoles, l'organisateur, ne doit être donnée qu'une seule fois par mission de gardiennage. Chaque bourgmestre peut, pour des raisons de sécurité, assortir son autorisation de conditions. Il est donc utile de vérifier si c'est le cas. L'exemplaire original ainsi qu'une copie de l'autorisation du bourgmestre doivent être présents sur le lieu où le contrôle d'accès est effectué. (40)

En cas de contrôle sur place, les verbalisants peuvent emporter la copie de cette autorisation et, le cas échéant, la joindre à un procès-verbal. (41)

Contrôle des billets d'entrée

Bien que le contrôle des billets d'entrée ne constitue théoriquement pas une activité de gardiennage, le système des tickets peut faire partie d'un concept de sécurité plus large d'un événement ou d'un endroit. C'est pourquoi des agents de gardiennage peuvent contrôler de billets d'entrée. Ces agents de gardiennage doivent cependant satisfaire aux mêmes conditions d'exercice que les autres agents de gardiennage.

Armes

Dans le milieu des sorties, les agents de gardiennage ne peuvent jamais porter d'armes. La raison en est que le port d'armes est interdit pour les missions de gardiennage, tant dans les lieux accessibles au public que dans le cadre d'activités de contrôle de personnes. (42) En outre, aucune arme ne peut être disponible sur le lieu d'exécution d'activités de contrôle de personnes ou dans le véhicule utilisé par l'agent de gardiennage pour se rendre dans ce lieu. (43) Par lieu d'exécution, on entend le lieu où l'on danse, le café, le bar ou l'établissement de jeux de hasard où l'agent effectue ses activités. L'interdiction porte non seulement sur les armes autorisées mais aussi sur les armes prohibées (ex. matraques télescopiques, spray au poivre, couteaux ou autres objets tels que des battes de baseball, chaînes, etc).

Les armes abandonnées par des visiteurs au moment d'un contrôle d'accès effectué par un agent de gardiennage constituent la seule exception à cette règle. Le cas échéant, l'agent de gardiennage est tenu d'informer sans délai la police, dès la remise de l'arme par son détenteur. (44) Il revient à la police de décider de la suite à donner aux faits.

De même, la possession de menottes ou d'objets portés dans un but similaire, comme p.ex. des tendeurs, est prohibée. (45)

Conclusion

Puis-je vous demander, Mesdames, Messieurs les Gouverneurs, de bien vouloir informer Mesdames et Messieurs les Bourgmestres du contenu de la présente circulaire. Puis-je également vous demander de bien vouloir en informer aussi le secteur des organisations culturelles et de jeunesse au sein de Votre province. L'expérience a en effet montré que les organisateurs qui relèvent du monde associatif sont souvent insuffisamment familiarisés avec les règles lorsqu'ils organisent des événements où il est question d'activités de gardiennage impliquant des bénévoles. Pour toute explication complémentaire à ce sujet, il est toujours possible de s'adresser au SPF Intérieur, DG Sécurité et Prévention, Direction Sécurité privée, boulevard de Waterloo 76, 1000 Bruxelles (tél. : 02-557 34 56). Une version électronique des modèles joints en annexe à la présente circulaire peut également être obtenue en s'adressant au même service.

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Het feit dat de gecontroleerde zijn toestemming zou hebben gegeven voor niet in de wet voorziene controles, maakt ze niet minder onwettig. Ook het feit dat ze aangekondigd staan op toegangstickets of op affiches doet geen afbreuk aan het illegaal karakter ervan.

Indien de activiteiten plaatsvinden in een publiek toegankelijke plaats, wat in het uitgaansleven vrijwel altijd het geval zal zijn, is voor deze toegangscontrole eerst een toestemming nodig van de burgemeester van de gemeente waar deze controles gepland zijn. Deze toestemming die aangevraagd wordt door de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst of, indien de controlerende personen vrijwilligers zijn, de organisator, moet per bewakingsopdracht slechts éénmaal gegeven worden. Iedere burgemeester kan, in het belang van de veiligheid, voorwaarden verbinden aan zijn toestemming. Het is dus nuttig na te gaan of dit het geval is. Het originele exemplaar van de toestemming van de burgemeester en een kopie ervan, moeten op de plaats waar deze toegangscontrole wordt uitgevoerd aanwezig zijn. (40)

Bij controle ter plaatse kunnen verbalisanten de kopie van deze toestemming meenemen en, in voorkomend geval, bij een proces-verbaal voegen. (41)

Controle toegangsbewijzen

Hoewel de controle van toegangsbewijzen theoretisch geen bewakingsactiviteit uitmaakt, kan het ticketsysteem een onderdeel vormen van een ruimer veiligheidsconcept van een evenement of een plaats. Daarom kunnen bewakingsagenten toegangsbewijzen controleren. Deze bewakingsagenten moeten echter aan dezelfde uitvoeringsvoorwaarden voldoen dan andere bewakingsagenten.

Wapens

In de context van het uitgaansleven kunnen bewakingsagenten nooit wapens dragen. Dit komt omdat wapendracht verboden is bij bewakingstaken zowel in publiek toegankelijke plaatsen als bij activiteiten van persoonscontrole. (42) Daarenboven mogen er geen wapens beschikbaar zijn op de uitvoeringsplaats van activiteiten van persoonscontrole of in het voertuig waarmee de bewakingsagent zich naar deze plaats begeeft. (43) Met de uitvoeringsplaats wordt de dansgelegenheid, het café, de bar of de kansspelinrichting bedoeld waar de bewakingsagent zijn activiteiten uitoefent. Het verbod slaat zowel op niet-verboden als op verboden wapens (b.v. telescopische matrakken, peperspray, messen of andere voorwerpen zoals baseballknuppels, kettingen, enz...).

De enige uitzondering op deze regel vormen de wapens die door bezoekers zijn achtergelaten bij de toegangscontrole door bewakingsagenten. De bewakingsagent is in dit geval echter verplicht van zodra de bezitter het wapen heeft achtergelaten, de politie onmiddellijk in kennis te stellen van de afgifte van het wapen. (44) De politie beslist dan wat er verder moet gebeuren.

Ook het bezit van handboeien of voorwerpen die met dit doel gedragen worden, zoals snelbinders, zijn verboden. (45)

Slot

Mag ik U vragen, mevrouw, mijnheer de Gouverneur, de dames en heren Burgemeesters van de inhoud van deze rondzendbrief op de hoogte te willen brengen. Mag ik U ook verzoeken de georganiseerde jeugd- en cultuursector in Uw provincie te willen inlichten. Uit ervaring is immers gebleken dat organisatoren van organisaties vaak onvoldoende vertrouwd zijn met de regels indien ze evenementen organiseren met bewaking met vrijwilligers. Voor alle bijkomende toelichting aangaande deze materie kan men steeds beroep doen op de FOD Binnenlandse Zaken, AD Veiligheid en Preventie, Directie Private Veiligheid, Waterloolaan, 76, 1000 Brussel (tel. : 02-557 34 56). Bij dezelfde dienst kan ook een elektronische versie bekomen worden van de modellen, gevoegd bij deze rondzendbrief.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

Annexe 1^{re} :

**Demande d'autorisation pour recourir à la mobilisation de bénévoles
pour exercer des activités de gardiennage (1)**

1. Date de la demande :

----- Données relatives à l'événement -----

2. Nom de l'événement :

Description précise de la nature de l'événement (sport, folklore, soirée, culturel, autre...) :

Est-il prévu que l'on danse pendant l'événement ? (Oui/Non) (*)

Lieu de l'événement : (adresse + nom éventuel de l'endroit)

Date :

Date prévue de début :

Date prévue de fin :

----- Données relatives à l'organisation -----

3. Nom de l'association organisatrice :

Nom, adresse, numéro de téléphone du responsable de l'organisation :

4. Le/la soussigné(e) déclare qu'au cours de ces 12 derniers mois, l'association organisatrice n'a pas organisé plus de trois fois un événement impliquant la mobilisation de bénévoles.

5. En plus de recourir à des bénévoles, l'association organisatrice, fait-elle également appel à des entreprises de gardiennage ? (Oui/Non) (*). Si oui, quel est (ou quels sont) le ou les noms de cette ou ces entreprises de gardiennage ?
..... Quel est le nombre d'agents de gardiennage prévus par cette ou ces entreprises ?

----- Données relatives aux bénévoles -----

Nom	Prénom	Numéro du registre national	Adresse	Profession

6. Les bénévoles sont sous la direction de (nom du bénévole) qui agit en tant que chef poste et qui est joignable sur place par téléphone mobile pendant l'événement en l'appelant au numéro : (n° de téléphone).

7. Le/la soussigné(e) déclare que les bénévoles dont il/elle a fait mention :

- ne sont pas membres d'un service de police et n'ont pas fait partie d'un tel service au cours des 5 années qui précèdent, et n'exercent pas non plus la profession de détective privé ou de marchand d'armes;

- sont membres de l'association organisatrice ou entretiennent au moins le lien apparent suivant avec celle-ci (veuillez préciser) :

- sont âgés d'au moins 18 ans (pour les exécutants) et 21 ans (pour le chef poste);

- sont ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou, s'il en est autrement, ont leur résidence principale légale en Belgique depuis au moins trois ans;

- n'exercent que sporadiquement (max. 4 fois/ans) la mission de bénévole, ne disposent pas d'une carte d'identification à titre d'agent de gardiennage et ne font pas partie d'une entreprise de gardiennage ni d'un service interne de gardiennage;

- n'exerceront que des missions de contrôle de personnes/d'accompagnement dans la circulation (*).

Il/elle déclare qu'aucune rémunération n'est versée pour la mobilisation de bénévoles, que ce soit en liquide ou en nature, et ce, ni aux intéressés eux-mêmes, ni à des tiers.

Certifié exact,

(Nom, prénom, date et signature du demandeur)

Le présent formulaire de demande doit parvenir au moins jours avant le début de l'événement à :

(*) Biffer la mention inutile.

Annexe 2 :

Autorisation pour recourir à la mobilisation de bénévoles pour exercer des activités de gardiennage (1)

1. Le (date), le Bourgmestre de (nom de la commune), après avis du Chef de corps de la police locale, a délivré son autorisation pour la mobilisation des personnes physiques suivantes afin de veiller au déroulement, en toute sécurité, de l'événement (nom de l'événement) organisé par (nom de l'organisateur), le (date de l'événement) à (adresse du lieu de l'événement).

2. La présente autorisation est valable uniquement pour les personnes mentionnées ci-après :

A titre de chef poste :

Nom	Prénom	Adresse

A titre de surveillants bénévoles :

Nom	Prénom	Adresse

Les conditions auxquelles les bénévoles pourront être déployés – à savoir les conditions visées dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et dans ses arrêtés d'exécution, et détaillées dans les points 4 et 7 du formulaire de demande complété pour l'obtention de la présente autorisation – sont applicables.

3. Les services de police et les fonctionnaires compétents du SPF Intérieur sont habilités à exercer un contrôle sur le respect des obligations légales par l'organisation et les bénévoles. Les personnes habilitées précitées dresseront procès-verbal si des infractions sont constatées. L'organisateur, le chef poste et les bénévoles exécutants prêteront à tout moment leur entier concours lors d'un éventuel contrôle.

4. Sur le lieu de l'événement, l'organisateur et le chef poste tiendront à la disposition des services visés au point 3 une copie de la présente autorisation pendant la durée des missions de surveillance exercées par les bénévoles.

5. Pour des raisons de sécurité, il est indiqué que les bénévoles chargés de la surveillance soient reconnaissables en tant que tels par le public. A cet effet, ils pourront porter sur leur tenue vestimentaire un insigne d'identification ou être équipés de tenues de travail uniformes. Les coloris des tenues de travail uniformes sont le blanc, noir, rouge ou jaune. Le port de signes distinctifs ou d'une tenue uniforme doit permettre d'éviter de susciter parmi le public la confusion avec des collaborateurs qui accomplissent exclusivement des missions autres que de sécurité ou avec les uniformes d'éventuels agents de gardiennage professionnels auxquels on aurait eu recours, outre les bénévoles, dans le cadre de l'événement.

Le Bourgmestre ou le délégué désigné par lui à cet effet,
(Nom, prénom, date et signature)

Annexe 3 :

Communication d'incident(s) lors d'activités de gardiennage

Le soussigné, Chef de corps de la Police locale de (nom de la zone de police) a décidé le (date) qu'en exécution de la disposition, prévue à l'article 37 de l'arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage, les faits suivants qui se sont produits dans ou aux abords de l'établissement (nom de l'établissement) où ont lieu des activités de gardiennage, doivent être communiqués à la police locale de la manière précisée dans la présente instruction :

- les faits qui constituent un délit ou un crime;
- les événements pour lesquels les services de police ou de secours ont été appelés.

1. Les établissements visés ci-avant sont des cafés, bars, établissements de jeux de hasard et lieux de danse habituels, où se déroulent des activités de gardiennage et qui se situent sur le territoire des communes de (communes appartenant à la zone de police).

2. Le devoir d'information est indépendant de l'obligation d'avertir immédiatement la police dans certaines situations. Dans le cadre des activités de gardiennage, les principales situations sont les suivantes :

a) Lorsqu'il se produit une situation où une personne est exposée à un péril grave. Dans ce cas, quiconque, soit qui a constaté par lui-même la situation en question, soit que cette situation lui a été décrite, doit immédiatement porter secours. Si la personne ne le fait pas, alors celle-ci commet une abstention coupable. (1) Selon les circonstances, cette aide peut au moins consister à avertir immédiatement la police.

b) Un particulier peut retenir une personne qu'il a prise en flagrant délit ou en flagrant crime, à condition d'avertir immédiatement la police et en attendant l'arrivée de celle-ci sur les lieux. (2)

c) L'agent de gardiennage qui exerce un contrôle à l'entrée de l'établissement peut être en possession d'une arme qui lui a été remise par le détenteur. Il doit mettre la police au courant de cette remise, immédiatement après que le détenteur ait donné son arme. (3)

Dans ces trois cas, il faut prévenir la police sur-le-champ, en composant le numéro d'urgence 112. Une communication d'incident(s) doit en outre avoir lieu, comme décrit dans la présente instruction.

3. Toute communication d'incident(s) réalisée conformément à la présente instruction s'effectue par écrit et en veillant à compléter le formulaire ci-après.

FORMULAIRE DE COMMUNICATION D'INCIDENT(S)

1. Description détaillée des faits :

2. Moment des faits : date : heure :

3. Les faits se sont déroulés : (*)

- au parking;
 à l'entrée/la sortie;
 dans l'espace accessible au public;
 dans l'espace inaccessible au public;
 autres. Si oui, lesquelles ?

4. Personnes concernées par les faits :

Si connues, les personnes, étrangères à l'établissement, concernées par les faits :

Nom et adresse	Description	Description du véhicule	Intéressé/Témoïn (**)

Personnes de l'établissement qui étaient impliquées ou qui étaient intervenues dans l'incident :

Nom	Prénom	Fonction	Adresse	Implication ou intervention dans l'incident/Témoïn (**)

5. Services prévenus

- Services prévenus : (*)
 - Aucun
 - Police
 - Service d'incendie
 - Service d'ambulance
- Mode d'avertissement :
- Date et heure de l'avertissement :
- Date et heure de l'intervention des services :

6. Mesures prises : (*)

Refus d'accès

Intéressés priés de quitter l'établissement

Personnes retenues en attendant l'arrivée de la police. Si oui, combien ?

Objets tenus en dépôt. Si oui, lesquels ?

Il existe des enregistrements vidéo montrant :

- l'incident;
- des personnes impliquées dans l'incident;
- des interventions suite à l'incident.

Autres. Lesquelles?

7. Rédacteur de la communication d'incident(s) : nom, prénom et fonction (gérant de l'établissement / chef poste des agents de gardiennage (**)) et numéro de téléphone mobile du rédacteur.

Date et heure de la communication d'incident(s) par la transmission du présent formulaire à la police locale :

Signature

(*) cocher la réponse adéquate;

(**) compléter une des possibilités;

(***) biffer la mention inutile.

4. Le formulaire de communication d'incident(s) doit être transmis à la police locale :

au plus tard à (moment fixe);

au plus tard (laps de temps) après les faits.

Cette transmission est à effectuer :

par voie électronique à l'adresse e-mail suivante : (adresse e-mail);

par fax au numéro suivant : (numéro de fax);

par remise au poste de police à : (adresse).

5. Tant le gérant de l'établissement que le chef poste des agents de gardiennage qui y exercent des activités de gardiennage veillent à ce que la communication d'incidents s'opère selon la présente instruction. Au cas où il ne serait pas satisfait à ce devoir d'information, une sanction administrative pourra être infligée tant au gérant qu'au chef poste.

6. La présente instruction demeure applicable aussi longtemps que celle-ci n'aura pas été révoquée ou remplacée par une autre instruction.

7. La présente instruction a été établie en double exemplaire et signée pour prise de connaissance par (nom et adresse), gérant de l'établissement (nom), sis (adresse), le (date), à qui un exemplaire a été remis. A son tour, le gérant informe le chef poste des agents de gardiennage au sujet de la présente instruction.

(Nom, prénom, date et signature)

Le Chef de corps de la Police locale de (nom) ou le délégué désigné par lui.

Pour prise de connaissance,

(Nom, prénom, date et signature)

Le Gérant de l'établissement (nom), sis (adresse)

Annexe 1^{re} :

**Demande d'autorisation pour recourir à la mobilisation de bénévoles
pour exercer des activités de gardiennage**

1. Date de la demande :

----- Données relatives à l'événement -----

2. Nom de l'événement :

Description précise de la nature de l'événement (sport, folklore, soirée, culturel, autre...) :

Est-il prévu que l'on danse pendant l'événement ? (Oui/Non) (*)

Lieu de l'événement : (adresse + nom éventuel de l'endroit)

Date :

Date prévue de début :

Date prévue de fin :

----- Données relatives à l'organisation -----

3. Nom de l'association organisatrice :

Nom, adresse, numéro de téléphone du responsable de l'organisation :

4. Le/la soussigné(e) déclare qu'au cours de ces 12 derniers mois, l'association organisatrice n'a pas organisé plus de trois fois un événement impliquant la mobilisation de bénévoles.

5. En plus de recourir à des bénévoles, l'association organisatrice, fait-elle également appel à des entreprises de gardiennage ? (Oui/Non) (*). Si oui, quel est (ou quels sont) le ou les noms de cette ou ces entreprises de gardiennage ?

----- Données relatives aux bénévoles -----

Nom	Prénom	Numéro du registre national	Profession	Fonction dans l'association

6. Les bénévoles sont sous la direction de (nom du bénévole) qui agit en tant que chef poste et qui est joignable sur place par téléphone mobile pendant l'événement en l'appelant au numéro : (n° de téléphone).

7. Le/la soussigné(e) déclare que les bénévoles dont il/elle a fait mention :

- ne sont pas membres d'un service de police et n'ont pas fait partie d'un tel service au cours des 5 années qui précèdent, et n'exercent pas non plus la profession de détective privé ou de marchand d'armes;

- sont membres de l'association organisatrice ou entretiennent au moins le lien apparent suivant avec celle-ci :

- sont âgés d'au moins 18 ans (pour les exécutants) et 21 ans (pour le chef poste);

- sont ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou, s'il en est autrement, ont leur résidence principale légale en Belgique depuis au moins trois ans;

- n'exercent que sporadiquement la mission de bénévole, ne disposent pas d'une carte d'identification à titre d'agent de gardiennage et ne font pas partie d'une entreprise de gardiennage ni d'un service interne de gardiennage;

- n'exerceront que des missions de contrôle de personnes/d'accompagnement dans la circulation (*).

Il/elle déclare qu'aucune rémunération n'est versée pour la mobilisation de bénévoles, que ce soit en liquide ou en nature, et ce, ni aux intéressés eux-mêmes, ni à des tiers.

8. En annexe se trouve jointe la photocopie du recto de la carte d'identité des bénévoles ainsi que, pour ceux d'entre eux qui n'ont pas leur domicile dans la commune faisant partie de la zone de police (nom de la zone de police), l'original de l'extrait du Casier judiciaire, datant de maximum six mois à la date de la présente demande.

Certifié exact,

(Nom, prénom, date et signature du demandeur)

Le présent formulaire de demande doit parvenir au moins jours avant le début de l'événement à :

(*) Biffer la mention inutile.

Annexe 2 :

Autorisation pour recourir à la mobilisation de bénévoles pour exercer des activités de gardiennage

1. Le (date), le Bourgmestre de (nom de la commune), après avis du Chef de corps de la police locale, a délivré son autorisation pour la mobilisation des personnes physiques suivantes afin de veiller au déroulement, en toute sécurité, de l'événement (nom de l'événement) organisé par (nom de l'organisateur), le (date de l'événement) à (adresse du lieu de l'événement).

2. La présente autorisation est valable uniquement pour les personnes mentionnées ci-après :

A titre de chef poste :

Nom	Prénom	Adresse

A titre de surveillants bénévoles :

Nom	Prénom	Adresse

Les conditions auxquelles les bénévoles pourront être déployés – à savoir les conditions visées dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et dans ses arrêtés d'exécution, et détaillées dans les points 5 et 7 du formulaire de demande complété pour l'obtention de la présente autorisation – sont applicables.

Conditions particulières :

1. Les services de police et les fonctionnaires compétents du SPF Intérieur sont habilités à exercer un contrôle sur le respect des obligations légales par l'organisation et les bénévoles. Les personnes habilitées précitées dresseront procès-verbal si des infractions sont constatées. L'organisateur, le chef poste et les bénévoles exécutants prêteront à tout moment leur entier concours lors d'un éventuel contrôle.

2. Sur le lieu de l'événement, l'organisateur et le chef poste tiendront à la disposition des services visés au point 1 une copie de la présente autorisation pendant la durée des missions de surveillance exercées par les bénévoles.

3. Pour des raisons de sécurité, il est indiqué que les bénévoles chargés de la surveillance soient reconnaissables en tant que tels par le public. A cet effet, ils pourront porter sur leur tenue vestimentaire un insigne d'identification ou être équipés de tenues de travail uniformes. Les coloris des tenues de travail uniformes sont le blanc, noir, rouge ou jaune. Le port de signes distinctifs ou d'une tenue uniforme doit permettre d'éviter de susciter parmi le public la confusion avec des collaborateurs qui accomplissent des missions autres que de sécurité ou avec les uniformes d'éventuels agents de gardiennage professionnels auxquels on aurait eu recours, outre les bénévoles, dans le cadre de l'événement.

Le Bourgmestre ou le Délégué désigné par lui à cet effet,

(Date, nom, prénom et signature)

Annexe 3 :

Communication d'incident(s) lors d'activités de gardiennage

Le soussigné, Chef de corps de la Police locale de (nom de la zone de police) a décidé le (date) qu'en exécution de la disposition, prévue à l'article 37 de l'arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage, les faits suivants qui se sont produits dans ou aux abords de l'établissement (nom de l'établissement) où ont lieu des activités de gardiennage, doivent être communiqués à la police locale de la manière précisée dans la présente instruction :

- les faits qui constituent un délit ou un crime;
- les événements pour lesquels les services de police ou de secours ont été appelés.

1. Les établissements visés ci-avant sont des cafés, bars, établissements de jeux de hasard et lieux de danse habituels, où se déroulent des activités de gardiennage et qui se situent sur le territoire des communes de (communes appartenant à la zone de police).

2. Le devoir d'information est indépendant de l'obligation d'avertir immédiatement la police dans certaines situations. Dans le cadre des activités de gardiennage, les principales situations sont les suivantes :

a) Lorsqu'il se produit une situation où une personne est exposée à un péril grave. Dans ce cas, quiconque, soit qui a constaté par lui-même la situation en question, soit que cette situation lui a été décrite, doit immédiatement porter secours. Si la personne ne le fait pas, alors celle-ci commet une abstention coupable. (1) Selon les circonstances, cette aide peut au moins consister à avertir immédiatement la police.

b) Un particulier peut retenir une personne qu'il a prise en flagrant délit ou en flagrant crime, à condition d'avertir immédiatement la police et en attendant l'arrivée de celle-ci sur les lieux. (2)

c) L'agent de gardiennage qui exerce un contrôle à l'entrée de l'établissement peut être en possession d'une arme qui lui a été remise par le détenteur. L'agent dont question doit mettre la police au courant de cette remise, immédiatement après que le détenteur ait donné son arme. (3)

Dans ces trois cas, il faut prévenir la police sur-le-champ, en composant le numéro d'urgence 112. Une communication d'incident(s) doit en outre avoir lieu, comme décrit dans la présente instruction.

3. Toute communication d'incident(s) réalisée conformément à la présente instruction s'effectue par écrit et en veillant à compléter le formulaire ci-après.

FORMULAIRE DE COMMUNICATION D'INCIDENT(S)

1. Description détaillée des faits :

2. Moment des faits : date : heure :

3. Données relatives au lieu des faits : (*)

- dans le parking de l'endroit ;
 à l'entrée/la sortie de l'endroit ;
 dans l'espace accessible au public ;
 dans l'espace inaccessible au public ;
 autres. Si oui, lesquelles ?

4. Personnes concernées par les faits :

Si connues, les personnes, étrangères à l'établissement, concernées par les faits :

Nom et adresse	Description	Description du véhicule	Intéressé/Témoïn (**)

Personnes de l'établissement qui étaient impliquées ou qui étaient intervenues dans l'incident :

Nom	Prénom	Fonction	Adresse	Implication ou intervention dans l'incident/Témoïn (**)

5. Services prévenus

- Services prévenus : (*)
 - Aucun
 - Police
 - Service d'incendie
 - SAMU
- Mode d'avertissement :
- Date et heure de l'avertissement :
- Date et heure de l'intervention des services :

6. Mesures prises : (*)

- Refus d'accès
 Intéressés priés de quitter l'établissement
 Personnes retenues en attendant l'arrivée de la police. Si oui, combien ?

Objets saisis conservés. Si oui, lesquels ?

Il existe des enregistrements vidéo montrant :

- l'incident ;
- des personnes impliquées dans l'incident ;
- des interventions suite à l'incident.

7. Rédacteur de la communication d'incident(s) : nom, prénom et fonction (gérant de l'établissement / chef poste des agents de gardiennage (***) et numéro de téléphone mobile

Date et heure de la communication d'incident(s) en transmettant le présent formulaire à la police locale :

Signature

(*) cocher la réponse adéquate ;

(**) compléter une des possibilités ;

(***) biffer la mention inutile.

4. Le formulaire de communication d'incident(s) doit être transmis à la police locale :

au plus tard à (moment fixe);

au plus tard (laps de temps) après les faits.

Cette transmission est à effectuer :

par voie électronique à l'adresse e-mail suivante : (adresse e-mail);

par fax au numéro suivant : (numéro de fax);

par remise au poste de police à : (adresse).

5. Tant le gérant de l'établissement que le chef poste des agents de gardiennage qui y exercent des activités de gardiennage veillent à ce que la communication d'incidents s'opère selon la présente instruction. Au cas où il ne serait pas satisfait à ce devoir d'information, une sanction administrative pourra être infligée tant au gérant qu'au chef poste.

6. La présente instruction demeure applicable aussi longtemps que celle-ci n'aura pas été révoquée ou remplacée par une autre instruction.

7. La présente instruction a été établie en double exemplaire et signée pour prise de connaissance par (nom et adresse), gérant de l'établissement (nom), sis (adresse), le (date), à qui un exemplaire a été remis. A son tour, le gérant informe le chef poste des agents de gardiennage au sujet de la présente instruction.

(Nom, prénom, date et signature)

Le (Délégué du) Chef de corps de la Police locale de (nom).

Pour prise de connaissance,

(Nom, prénom, date et signature)

Le Gérant de l'établissement (nom), sis (adresse)

(1) Ci-après dénommée la loi'.

(2) Par arrêté royal du 9 octobre 2008 modifiant l'arrêté royal du 17 novembre 2006 relatif aux armes utilisées par les entreprises, services, organismes et personnes visées par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (M.B., 22 octobre 2008), ci-après dénommé AR armes'; par arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage (M.B., 2 avril 2010), ci-après dénommé AR méthodes' et par arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations, ci-après dénommé AR formation gardiennage'.

- (3) Art. 1^{er}, 14° et 15°, AR méthodes.
- (4) Art. 1^{er}, 16°, AR méthodes.
- (5) Art. 1^{er}, 17°, AR méthodes.
- (6) Art. 1^{er}, 13°, AR méthodes.
- (7) Art 2, § 1^{er}*bis*, de la loi.
- (8) *Doc.*, Chambre des Représentants, 1998-99, Exposé des Motifs n° 2027/1, 7.
- (9) Art. 23, 1°, AR méthodes.
- (10) Art. 23, 2°, AR méthodes.
- (11) Art. 42, AR méthodes.
- (12) Art. 24, alinéa 1^{er}, AR méthodes.
- (13) Annexe 2 à l'AR méthodes.
- (14) Art. 24, alinéa 2, AR méthodes.
- (15) Art. 24, alinéa 3, AR méthodes.
- (16) Art. 42, AR méthodes.
- (17) Art. 40, 2°, AR méthodes.
- (18) Art. 36, AR méthodes.
- (19) Annexe 2 à l'AR méthodes.
- (20) Art. 3, AR formation gardiennage.
- (21) Annexe 1^{re} à l'AR du 12 octobre 2006 fixant le modèle de la carte d'identification visée dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.
- (22) Art. 2, AR formation gardiennage.
- (23) Annexe 1^{re} à l'AR du 12 octobre 2006 fixant le modèle de la carte d'identification visée dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.
- (24) Art. 27, AR méthodes.
- (25) Art. 29, AR méthodes.
- (26) Art. 28, AR méthodes.
- (27) Art. 33, AR méthodes.
- (28) Art. 42, AR méthodes
- (29) Art. 35, AR méthodes
- (30) Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance. Ainsi, l'installation de systèmes de caméras doit être notifiée à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la police locale de la zone où ce lieu se trouve. A l'entrée, il convient également d'apposer un pictogramme qui indique qu'une vidéosurveillance est exercée.
- (31) Art. 3 de la loi.
- (32) Art. 2, AR du 27 juin 1991 fixant les modalités relatives à l'assurance couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage.
- (33) Annexe 5 à l'AR méthodes.
- (34) Art. 38, AR méthodes.
- (35) Art. 39, AR méthodes.
- (36) Art. 6, convention de gardiennage, annexe 2 à l'AR méthodes.
- (37) Annexes 3 et 4 à l'AR méthodes.
- (38) Art. 37, AR méthodes.
- (39) Art. 8, § 6*bis*, de la loi.
- (40) Art. 22, AR méthodes.
- (41) Art. 42, AR méthodes.
- (42) Art. 8, § 2, alinéa 6, de la loi.
- (43) Art. 30, alinéa 1^{er}, 1°, de l'AR armes.
- (44) Art. 30, alinéa 2, de l'AR armes.
- (45) Art. 54, AR armes.
- (46) Dans le cadre de l'article 2, § 1^{er}*bis*, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.
- (47) Dans le cadre de l'article 2, § 1^{er}*bis*, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.
- (48) Article 422*bis* du Code pénal.
- (49) Article 1^{er}, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
- (50) Article 30*ter*, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 novembre 2006 relatif aux armes utilisées par les entreprises, services, organismes et personnes visées par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.
- (51) Article 422*bis* du Code pénal.
- (Article 1^{er}, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
- (52) Article 30*ter*, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 novembre 2006 relatif aux armes utilisées par les entreprises, services, organismes et personnes visées par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

Bijlage 1 :

**Aanvraag toestemming voor het inzetten van vrijwilligers
voor het uitvoeren van bewakingsactiviteiten (1)**

1. Datum aanvraag :

----- Gegevens over het evenement -----

2. Naam van het evenement :

Precieze beschrijving van de aard van het evenement (sport, folklore, fuif, cultureel, andere...) :

Is het de bedoeling dat er tijdens het evenement gedanst wordt ? (Ja/Neen) (*)

Plaats van het evenement : (adres + eventuele naam plaats)

Datum :

Voorzien aanvangsuur :

Voorzien einduur :

----- Gegevens over de organisatie -----

3. Naam organiserende vereniging :

Naam, adres, telefoonnummer van de verantwoordelijke van de organisatie :

4. Ondergetekende verklaart dat de organiserende vereniging de afgelopen 12 maanden niet meer dan driemaal een evenement heeft georganiseerd waarbij vrijwilligers werden ingezet.

5. Doet de organiserende vereniging, naast vrijwilligers ook beroep op bewakingsondernemingen? (Ja/Neen) (*). Zoja, welke is de naam van deze bewakingsonderneming(en) ? Wat is het aantal door hen voorziene bewakingsagenten ? :

----- Gegevens over de vrijwilligers -----

Naam	Voornaam	Nummer rijksregister	Adres	Beroep

6. De leiding over de vrijwilligers berust bij (naam vrijwilliger) die als postchef optreedt en tijdens het evenement ter plaatse mobiel telefonisch bereikbaar is op het nummer : (telefoonnummer).

7. Ondergetekende verklaart dat de door hem opgegeven vrijwilligers :

- geen lid zijn van een politiedienst en er de voorbije 5 jaar geen deel van uitgemaakt hebben, noch het beroep uitoefenen van privédetective of wapenhandelaar;

- lid zijn van de organiserende vereniging of er minstens volgende, omstandig omschreven, aanwijsbare band mee hebben :

- ten minste 18 jaar oud zijn (voor de uitvoerders) en 21 jaar oud zijn (voor de postchef);

- onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie of in het andere geval gedurende tenminste drie jaar hun wettige hoofdverblijfplaats in België hebben;

- de taak van vrijwilliger slechts sporadisch (maximum 4 keer/jaar) uitoefenen, dat ze niet beschikken over een identificatiekaart als bewakingsagent en dat ze geen deel uitmaken van een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst;

- enkel taken zullen uitoefenen van persoonscontrole/verkeersbegeleiding (*).

Hij verklaart dat er voor de inzet van de vrijwilligers geen vergoedingen plaatsvinden, hetzij in geld, hetzij in natura, en dit noch aan henzelf, noch aan derden.

Voor echt verklaard,

(Naam, voornaam, datum en handtekening aanvrager)

Dit aanvraagformulier moet minstens dagen voor de aanvang van het evenement bezorgd zijn aan :

(*) schrappen wat niet past.

Bijlage 2 :

Toestemming voor het inzetten van vrijwilligers voor het uitvoeren van bewakingsactiviteiten (1)

1. Op (datum) heeft de burgemeester van (naam gemeente), na advies van de korpschef van de lokale politie, de toestemming verleend voor de inzet van volgende natuurlijke personen om toe te zien op het veilig verloop van het evenement (naam evenement), georganiseerd door (naam organisator) op (datum evenement) te (adres plaats evenement).

2. Deze toestemming is enkel geldig voor onderstaande personen :

Als postchef :

Naam	Voornaam	Adres

Als vrijwillige bewakers :

Naam	Voornaam	Adres

De voorwaarden waaronder vrijwilligers kunnen worden ingezet, bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en haar uitvoeringsbesluiten en uiteengezet in de punten 4 en 7 van het aanvraagformulier, ingevuld voor het bekomen van deze toestemming, zijn van toepassing.

3. De politiediensten en de bevoegde ambtenaren van FOD Binnenlandse Zaken zijn bevoegd om controle uit te oefenen op de naleving van de wettelijke verplichtingen van de organisatie en van de vrijwilligers. Ze stellen proces-verbaal op indien inbreuken worden vastgesteld. De organisator, de postchef en de uitvoerende vrijwilligers verlenen ten allen tijde hun volledige medewerking bij een eventuele controle.

4. De organisator en de postchef houden een kopie van deze toestemming gedurende de duur van de toezichtstaken van de vrijwilligers op de plaats van het evenement ter beschikking van de diensten, bedoeld onder 3.

5. Voor de veiligheid is het aangewezen dat de met toezicht belaste vrijwilligers als dusdanig herkenbaar zijn door het publiek. Daartoe kunnen ze een herkenningsteken dragen op de kledij of uitgerust zijn met uniforme kledingsstukken. De kleuren van de uniforme kledingsstukken zijn wit, zwart, rood of geel. Met de aangebrachte herkenningstekens of uniforme kledij moet vermeden worden dat er bij het publiek verwarring kan ontstaan met medewerkers die uitsluitend andere dan security-taken uitvoeren of met de uniformen van eventueel professionele bewakingsagenten die, naast vrijwilligers, bij het evenement worden ingezet.

De burgemeester of de door hem daartoe aangestelde afgevaardigde,
(Naam, voornaam, datum en handtekening)

Bijlage 3 :

Incidentmelding bij bewakingsactiviteiten

Ondergetekende, korpschef van de lokale politie (naam politiezone) heeft op (datum) bepaald dat in uitvoering van de bepaling, bedoeld in artikel 37 van het Koninklijk besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking volgende feiten die zich hebben voorgedaan in of aan de instelling (naam van de instelling), waar bewakingsactiviteiten plaatsvinden aan de lokale politie moeten gemeld worden, op de wijze, vermeld in deze instructie : (vrij te bepalen of :)

- feiten die een wanbedrijf of een misdaad uitmaken;
- gebeurtenissen waarvoor de politie- of de hulpdiensten werden opgeroepen.

1. De hierboven bedoelde instellingen zijn cafés, bars, kansspelinrichtingen en gewoonlijke dansgelegenheden, waar bewakingsactiviteiten plaatsvinden en die gelegen zijn op het grondgebied van de gemeenten (gemeenten behorend tot de politiezone).

2. De meldingsplicht staat los van de verplichting om in sommige situaties de politie onmiddellijk te verwittigen. In het kader van de bewakingsactiviteiten zijn de voornaamste :

a) Indien zich een toestand voordoet waarbij iemand in een ernstig gevaar verkeert. In dit geval moet eenieder die, hetzij zelf die toestand heeft vastgesteld of hetzij die toestand hem is beschreven, onmiddellijk hulp verlenen. Doet hij dat niet, dan pleegt hij schuldig verzuim. (1) Al naar gelang de omstandigheid kan deze hulp er minstens in bestaan onmiddellijk de politie te verwittigen.

b) Een particulier die iemand op heterdaad betrapt bij het plegen van een wanbedrijf of een misdaad, kan deze persoon vasthouden op voorwaarde dat hij onmiddellijk de politie verwittigt en in afwachting dat deze ter plaatse komt. (2)

c) De bewakingsagent die controle uitoefent bij de toegang van de instelling, kan in het bezit zijn van een wapen dat hem door de bezitter werd afgegeven. Hij dient onmiddellijk nadat de bezitter het wapen afgaf de politie van deze afgifte in kennis te stellen. (3)

In deze drie gevallen dient de politie onmiddellijk verwittigd te worden via het noodnummer 112. Daarnaast dient een incidentmelding te gebeuren, zoals in deze instructie omschreven.

3. Elke, ingevolge deze instructie, verrichte incidentmelding gebeurt schriftelijk en wel door het invullen van onderstaand invulformulier.

INVULFORMULIER INCIDENTMELDING

Naam en adres van de instelling:

1. Gedetailleerde beschrijving van de feiten:

2. Tijdstip van de feiten: datum:..... uur:

3. De feiten deden zich voor: (*)

- op de parking;
- aan de ingang/uitgang;
- in de publiek toegankelijke ruimte;
- in de niet-publiek toegankelijke ruimte;
- andere. Zo ja welke?

4. Betrokkenen bij de feiten:

Indien gekend, personen, vreemd aan de instelling, betrokken bij de feiten:

Naam en adres	Beschrijving	Beschrijving wagen	Betrokken/Getuige (**)

Personen van de inrichting die betrokken waren bij of tussen kwamen naar aanleiding van het incident:

Naam	Voornaam	Functie	Adres	Betrokken/tussengekomen naar aanleiding van het incident/getuige (**)

5. Verwittigde diensten

- Verwittigde diensten: (*)
 - Geen
 - Politie
 - Brandweer
 - Ambulancedienst
- Wijze van verwittiging:
- Tijdstip van verwittiging:
- Tijdstip van tussenkomst van de diensten:

6. Genomen maatregelen: (*)

- Toegangsweigering;
- Betrokkenen zaak doen verlaten;
- Personen staande gehouden in afwachting komst politie. Zo ja, hoeveel?

In bewaring gehouden voorwerpen. Zoja, welke?

Er werden camerabeelden geregistreerd van:

- het incident;
- de personen betrokken bij het incident;
- de tussenkomsten naar aanleiding van het incident.

Andere. Welke?

7. Naam, voornaam en functie (beheerder van de instelling /postchef van de bewakingsagenten (***) en mobiel telefoonnummer van de opsteller van de incidentmelding:

Datum en uur van de incidentmelding door middel van overmaking van dit formulier aan de lokale politie:

Handtekening

(*) aankruisen wat van toepassing is;

(**) een van de mogelijkheden invullen;

(***) schrappen wat niet van toepassing is.

4. Het formulier van incidentmelding dient aan de lokale politie te worden overgemaakt :

uiterlijk om (vast tijdstip)

uiterlijk (tijdsperiode) na de feiten.

Dit dient te gebeuren :

elektronisch op volgend e-mailadres : (e-mailadres)

per faxbericht via volgend nummer : (faxnummer)

door afgifte op de politiepost te : (adres).

5. Zowel de beheerder van de instelling als de postchef van de bewakingsagenten die er bewakingsactiviteiten uitoefenen zorgen ervoor dat de incidentmeldingen volgens deze instructie plaatsvinden. Indien aan deze meldingsplicht niet wordt voldaan kan zowel aan de beheerder als aan de postchef een administratieve sanctie worden opgelegd.

6. Deze instructie blijft van toepassing, zolang ze niet herroepen of door een andere instructie vervangen wordt.

7. Deze instructie werd in dubbel opgemaakt en voor kennisname genaamtekend door (naam en adres), beheerder van de instelling (naam), gelegen te (adres) op (datum), aan wie een exemplaar werd overhandigd. Op zijn beurt stelt de beheerder de postchef van de bewakingsagenten in kennis van deze instructie.

(Naam, voornaam, datum en handtekening)

(De afgevaardigde van de) Korpschef van de lokale politie te (naam).

Voor kennisname,

(Naam, voornaam, datum en handtekening)

Beheerder van de instelling (naam), gelegen te (adres)

Bijlage 1 :

**Aanvraag toestemming voor het inzetten van vrijwilligers
voor het uitvoeren van bewakingsactiviteiten**

1. Datum aanvraag :

----- Gegevens over het evenement -----

2. Naam van het evenement :

Precieze beschrijving van de aard van het evenement (sport, folklore, fuif, cultureel, andere...) :

.....

Is het de bedoeling dat er tijdens het evenement gedanst wordt ? (Ja/Neen) (*)

Plaats van het evenement : (adres + eventuele naam plaats)

Datum :

Voorzien aanvangsuur :

Voorzien einduur :

----- Gegevens over de organisatie -----

3. Naam organiserende vereniging :

Naam, adres, telefoonnummer van de verantwoordelijke van de organisatie :

4. Ondergetekende verklaart dat de organiserende vereniging de afgelopen 12 maanden niet meer dan driemaal een evenement heeft georganiseerd waarbij vrijwilligers werden ingezet.

5. Doet de organiserende vereniging, naast vrijwilligers ook beroep op bewakingsondernemingen? (Ja/Neen) (*). Zoja, welke is de naam van deze bewakingsonderneming(en) ? :

----- Gegevens over de vrijwilligers -----

Naam	Voornaam	Nummer rijksregister	Beroep	Functie in de vereniging

6. De leiding over de vrijwilligers berust bij (naam vrijwilliger) die als postchef optreedt en tijdens het evenement ter plaatse mobiel telefonisch bereikbaar is op het nummer : (telefoonnummer).

7. Ondergetekende verklaart dat de door hem opgegeven vrijwilligers :

- geen lid zijn van een politiedienst en er de voorbije 5 jaar geen deel van uitgemaakt hebben, noch het beroep uitoefenen van privédetective of wapenhandelaar;

- lid zijn van de organiserende vereniging of er minstens volgende aanwijsbare band mee hebben :

.....

- tenminste 18 jaar oud zijn (voor de uitvoerders) en 21 jaar oud zijn (voor de postchef);

- onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie of in het andere geval gedurende tenminste drie jaar hun wettige hoofdverblijfplaats in België hebben;

- de taak van vrijwilliger slechts sporadisch uitoefenen, niet beschikken over een identificatiekaart als bewakingsagent en geen deel uitmaken van een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst;

- enkel taken zullen uitoefenen van persoonscontrole/verkeersbegeleiding (*).

Hij verklaart dat er voor de inzet van de vrijwilligers geen vergoedingen plaatsvinden, hetzij in geld, hetzij in natura, en dit noch aan henzelf, noch aan derden.

8. In bijlage is de fotokopie gevoegd van de voorzijde van het identiteitsbewijs van de vrijwilligers en van diegenen onder hen die hun woonplaats niet hebben in de gemeente behorende tot de politiezone (naam politiezone), eveneens het origineel van het uittreksel uit het strafregister, dat op datum van deze aanvraag maximum zes maanden oud is.

Voor echt verklaard,

(Naam, voornaam, datum en handtekening aanvrager)

Dit aanvraagformulier moet minstens dagen voor de aanvang van het evenement bezorgd zijn aan :

.....

(*) schrappen wat niet past.

Bijlage 2 :

**Toestemming voor het inzetten van vrijwilligers
voor het uitvoeren van bewakingsactiviteiten**

1. Op (datum) heeft de burgemeester van (naam gemeente), na advies van de korpschef van de lokale politie, de toestemming verleend voor de inzet van volgende natuurlijke personen om toe te zien op het veilig verloop van het evenement (naam evenement), georganiseerd door (naam organisator) op (datum evenement) te (adres plaats evenement).

2. Deze toestemming is enkel geldig voor onderstaande personen :

Als postchef :

Naam	Voornaam	Adres

Als vrijwillige bewakers :

Naam	Voornaam	Adres

De voorwaarden waaronder vrijwilligers kunnen worden ingezet, bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en haar uitvoeringsbesluiten en uiteengezet in de punten 5 en 7 van het aanvraagformulier, ingevuld voor het bekomen van deze toestemming, zijn van toepassing.

Bijzondere voorwaarden :

1. De politiediensten en de bevoegde ambtenaren van FOD Binnenlandse Zaken zijn bevoegd om controle uit te oefenen op de naleving van de wettelijke verplichtingen van de organisatie en van de vrijwilligers. Ze stellen proces-verbaal op indien inbreuken worden vastgesteld. De organisator, de postchef en de uitvoerende vrijwilligers verlenen ten allen tijde hun volledige medewerking bij een eventuele controle.

2. De organisator en de postchef houden een kopie van deze toestemming gedurende de duur van de toezichtstaken van de vrijwilligers op de plaats van het evenement ter beschikking van de diensten, bedoeld onder 1.

3. Voor de veiligheid is het aangewezen dat de met toezicht belaste vrijwilligers als dusdanig herkenbaar zijn door het publiek. Daartoe kunnen ze een herkenningsteken dragen op de kledij of uitgerust zijn met uniforme kledingsstukken. De kleuren van de uniforme kledingsstukken zijn wit, zwart, rood of geel. Met de aangebrachte herkenningstekens of uniforme kledij moet vermeden worden dat er bij het publiek verwarring kan ontstaan met medewerkers die andere dan security-taken uitvoeren of met de uniformen van eventueel professionele bewakingsagenten die, naast vrijwilligers, bij het evenement worden ingezet.

De burgemeester of de door hem daartoe aangestelde afgevaardigde,

(Datum, naam, voornaam en handtekening)

Bijlage 3 :

Incidentmelding bij bewakingsactiviteiten

Ondergetekende, korpschef van de lokale politie (naam politiezone) heeft op (datum) bepaald dat in uitvoering van de bepaling, bedoeld in artikel 37 van het Koninklijk besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking volgende feiten die zich hebben voorgedaan in of aan de instelling (naam van de instelling), waar bewakingsactiviteiten plaatsvinden aan de lokale politie moeten gemeld worden, op de wijze, vermeld in deze instructie :

- feiten die een wanbedrijf of een misdaad uitmaken;
- gebeurtenissen waarvoor de politie- of de hulpdiensten werden opgeroepen.

1. De hierboven bedoelde instellingen zijn cafés, bars, kansspelinrichtingen en gewoonlijke dansgelegenheden, waar bewakingsactiviteiten plaatsvinden en die gelegen zijn op het grondgebied van de gemeenten (gemeenten behorend tot de politiezone).

2. De meldingsplicht staat los van de verplichting om in sommige situaties de politie onmiddellijk te verwittigen. In het kader van de bewakingsactiviteiten zijn de voornaamste :

a) Indien zich een toestand voordoet waarbij iemand in een ernstig gevaar verkeert. In dit geval moet eenieder die, hetzij zelf die toestand heeft vastgesteld of hetzij die toestand hem is beschreven, onmiddellijk hulp verlenen. Doet hij dat niet, dan pleegt hij schuldig verzuim. (1) Al naar gelang de omstandigheid kan deze hulp er minstens in bestaan onmiddellijk de politie te verwittigen.

b) Een particulier die iemand op heterdaad betrapt bij het plegen van een wanbedrijf of een misdaad, kan deze persoon vasthouden op voorwaarde dat hij onmiddellijk de politie verwittigt en in afwachting dat deze ter plaatse komt. (2)

c) De bewakingsagent die controle uitoefent bij de toegang van de instelling, kan in het bezit zijn van een wapen dat hem door de bezitter werd afgegeven. Hij dient onmiddellijk nadat de bezitter het wapen afgaf de politie van deze afgifte in kennis te stellen. (3)

In deze drie gevallen dient de politie onmiddellijk verwittigd te worden via het noodnummer 112. Daarnaast dient er een incidentmelding te gebeuren, zoals in deze instructie omschreven.

3. Elke, ingevolge deze instructie, verrichtte incidentmelding gebeurt schriftelijk en wel door het invullen van onderstaand invulformulier.

INVULFORMULIER INCIDENTMELDING

1. Gedetailleerde beschrijving van de feiten:

2. Tijdstip van de feiten: datum:..... uur:

3. Plaatsgegevens over de feiten: (*)

- op de parking van de plaats;
 aan de ingang/uitgang van de plaats;
 in de publiek toegankelijke ruimte;
 in de niet-publiek toegankelijke ruimte;
 andere. Zo ja welke?

4. Betrokkenen bij de feiten:

Indien gekend, personen, vreemd aan de instelling, betrokken bij de feiten:

Naam en adres	Beschrijving	Beschrijving wagen	Betrokken/Getuige (**)

Personen van de inrichting die betrokken waren bij of tussen kwamen naar aanleiding van het incident:

Naam	Voornaam	Functie	Adres	Betrokken/tussengekomen naar aanleiding van het incident/getuige (**)

5. Verwittigde diensten

- Verwittigde diensten: (*)
 - Geen
 - Politie
 - Brandweer
 - Ambulancedienst
- Wijze van verwittiging:
- Tijdstip van verwittiging:
- Tijdstip van tussenkomst van de diensten:

6. Genomen maatregelen: (*)

- Toegangsweigering;
 Betrokkenen zaak doen verlaten;

Personen staande gehouden in afwachting komst politie. Zo ja, hoeveel?

In bewaring gehouden voorwerpen. Zoja, welke?

Er werden camerabeelden geregistreerd van:

- het incident;
- personen betrokken bij het incident;
- tussenkomsten naar aanleiding van het incident.

7. Opsteller van de incidentmelding: naam, voornaam en functie (beheerder van de instelling /postchef van de bewakingsagenten (***) en mobiel telefoonnummer

Datum en uur van de incidentmelding door middel van overmaking van dit formulier aan de lokale politie:

Handtekening

(*) aankruisen wat van toepassing is;

(**) een van de mogelijkheden invullen;

(***) schrappen wat niet van toepassing is.

4. Het formulier van incidentmelding dient aan de lokale politie te worden overgemaakt :

uiterlijk om (vast tijdstip)

uiterlijk (tijdsperiode) na de feiten.

Dit dient te gebeuren :

elektronisch op volgend e-mailadres : (e-mailadres)

per faxbericht via volgend nummer : (faxnummer)

door afgifte op de politiepost te : (adres).

5. Zowel de beheerder van de instelling als de postchef van de bewakingsagenten die er bewakingsactiviteiten uitoefenen zorgen ervoor dat de incidentmeldingen volgens deze instructie plaatsvinden. Indien aan deze meldingsplicht niet wordt voldaan kan zowel aan de beheerder als aan de postchef een administratieve sanctie worden opgelegd.

6. Deze instructie blijft van toepassing, zolang ze niet herroepen of door een andere instructie vervangen wordt.

7. Deze instructie werd in dubbel opgemaakt en voor kennisname genaamtekend door (naam en adres), beheerder van de instelling (naam), gelegen te (adres) op (datum), aan wie een exemplaar werd overhandigd. Op zijn beurt stelt de beheerder de postchef van de bewakingsagenten in kennis van deze instructie.

(Naam, voornaam, datum en handtekening)

(De afgevaardigde van de) Korpschef van de lokale politie te (naam).

Voor kennisname,

(Naam, voornaam, datum en handtekening)

Beheerder van de instelling (naam), gelegen te (adres)

(1) Verder aangeduid als de wet'.

(2) Bij koninklijk besluit van 9 oktober 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 november 2006 betreffende de wapens die gebruikt worden door de ondernemingen, diensten, instellingen en personen bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid (B.S., 22 oktober 2008), hieronder verder aangeduid als KB wapens'; bij koninklijk besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking (B.S., 2 april 2010), hieronder verder aangeduid als KB methodes' en bij koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen, hieronder verder aangeduid als KB opleiding bewaking'.

(3) Art. 1, 14° en 15°, KB methodes.

(4) Art. 1, 16°, KB methodes.

(5) Art. 1, 17°, KB methodes.

(6) Art. 1, 13°, KB methodes.

(7) Art 2, § 1bis, van de wet.

(8) Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1998-99, Memorie van Toelichting, nr. 2027/1, 7.

(9) Art. 23, 1°, KB methodes.

(10) Art. 23, 2°, KB methodes.

(11) Art. 42, KB methodes.

(12) Art. 24, eerste lid, KB methodes.

(13) Bijlage 2 bij KB methodes.

(14) Art. 24, tweede lid, KB methodes.

(15) Art. 24, derde lid, KB methodes.

(16) Art. 42, KB methodes.

(17) Art. 40, 2°, KB methodes.

(18) Art. 36, KB methodes.

(19) Bijlage 2 bij KB methodes.

(20) Art. 3, KB opleiding bewaking.

- (21) Bijlage 1 bij KB van 12 oktober 2006 tot vaststelling van het model van identificatiekaart, bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de bijzondere en private veiligheid.
- (22) Art. 2, KB opleiding bewaking.
- (23) Bijlage 1 bij KB van 12 oktober 2006 tot vaststelling van het model van identificatiekaart, bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de bijzondere en private veiligheid.
- (24) Art. 27, KB methodes.
- (25) Art. 29, KB methodes.
- (26) Art. 28, KB methodes.
- (27) Art. 33, KB methodes.
- (28) Art. 42, KB methodes.
- (29) Art. 35, KB methodes.
- (30) Wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's. Zo moeten de camerasystemen aangemeld zijn aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en aan de korpschef van de lokale politie van de zone waar die plaats zich bevindt. Er dient bij de toegang ook een pictogram te zijn aangebracht dat aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt.
- (31) Art. 3 van de wet.
- (32) Art. 2, KB van 27 juni 1991 houdende vaststelling van nadere regels met betrekking tot de verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.
- (33) Bijlage 5 bij KB methodes.
- (34) Art. 38, KB methodes.
- (35) Art. 39, KB methodes.
- (36) Art. 6, bewakingsovereenkomst, bijlage 2 bij KB methodes.
- (37) Bijlage 3 en 4 bij KB methodes.
- (38) Art. 37, KB methodes.
- (39) Art. 8, § 6bis van de wet.
- (40) Art. 22, KB methodes.
- (41) Art. 42, KB methodes.
- (42) Art. 8, § 2, zesde lid, van de wet.
- (43) Art. 30, eerste lid, 1°, van het KB wapens.
- (44) Art. 30, tweede lid, van het KB wapens.
- (45) Art. 54, KB wapens.
- (46) In het kader van artikel 2, § 1bis van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid.
- (47) In het kader van artikel 2, § 1bis van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid.
- (48) Artikel 422bis van het Strafwetboek.
- (49) Artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
- (50) Artikel 30ter, tweede lid van het koninklijk besluit van 17 november 2006 betreffende de wapens die gebruikt worden door de ondernemingen, diensten, instellingen en personen bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.
- (51) Artikel 422bis van het Strafwetboek.
- (52) Artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
- (53) Artikel 30ter, tweede lid van het koninklijk besluit van 17 november 2006 betreffende de wapens die gebruikt worden door de ondernemingen, diensten, instellingen en personen bedoeld in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES**Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines***Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[2010/54865]

Succession en déshérence de Van de Moere, André Jozef

Van de Moere, André Jozef, né à Watervliet le 29 mars 1936, célibataire, domicilié à 9100 Sint-Niklaas, Hospitaalstraat 10, est décédé à Sint-Niklaas le 16 mai 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Termonde a, par jugement du 3 juin 2010, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Malines, le 20 août 2010.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
M. De Jonghe.

(54865)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN**Administratie van het kadaster, registratie en domeinen***Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2010/54865]

Erfloze nalatenschap van Van de Moere, André Jozef

Van de Moere, André Jozef, geboren te Watervliet op 29 maart 1936, ongehuwd, laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Hospitaalstraat 10, is overleden te Sint-Niklaas op 16 mei 1997, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de btw, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Dendermonde, bij vonnis van 3 juni 2010, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Mechelen, 20 augustus 2010.

De gewestelijke directeur van de registratie en domeinen,
M. De Jonghe.

(54865)